



Rapport Financier Semestriel 2021

Incluant :

- Rapport Semestriel d'Activité 2021
- Etats Financiers Consolidés résumés au 30 Juin 2021
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information Financière Semestrielle 2021
- Déclaration des Personnes Responsables du Rapport Financier Semestriel 2021

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 29 juillet 2021 à 18h00

Résultats du 1^{er} semestre 2021

Nouveaux records de tous les indicateurs de performance

- **+11,9% de croissance interne vs S1 2019 et +27,4% vs S1 2020 :**
 - +7,6% en volumes vs S1 2019 : très bonne dynamique des marchés sous-jacents et gains de parts de marché
 - +4,3% en prix vs S1 2019 (+3,9% vs S1 2020), en accélération dans un environnement nettement plus inflationniste
- **+53% de résultat d'exploitation** à données comparables vs S1 2019 à **2 376 M€**
- **10,7% de marge d'exploitation au S1 2021** vs 7,6% au S1 2019
- **Conclusion réussie de « Transform & Grow » avec des objectifs largement dépassés :** 10,4% de marge d'exploitation sur 12 mois glissants
- **+34% d'EBITDA** vs S1 2019 à **3 248 M€** et marge d'EBITDA à 14,7%
- **+60% de résultat net courant** vs S1 2019 à **1 506 M€**
- **+47% de cash flow libre** vs S1 2020 à **2 461 M€** avec un taux de conversion de 84%

***Objectif annuel de résultat d'exploitation relevé :
record sur l'ensemble de l'année***

***Profil de croissance et de rentabilité renforcé
comme acteur de référence de la construction légère et durable***

Benoit Bazin, Directeur Général de Saint-Gobain, a déclaré :

« Les performances records du premier semestre 2021 dépassent encore celles du second semestre 2020. Ces succès témoignent des changements positifs profonds opérés dans notre organisation avec « Transform & Grow » – simplicité, agilité et proximité clients – grâce à des équipes extrêmement engagées qui ont su se mobiliser partout dans le monde en cette période sans précédent. Ils témoignent également de changements structurels dans nos marchés qui devraient afficher une croissance accélérée sur les prochaines années. Avec 5,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires cédé ou signé depuis fin 2018, le Groupe poursuit l'optimisation de son périmètre. Saint-Gobain se situe désormais sur une trajectoire nouvelle de croissance et de rentabilité, et confirme sa position d'acteur de référence pour décarboner le monde de la construction et de l'industrie, grâce à son offre complète de solutions intégrées et légères, qui apportent durabilité et performance à ses clients.

Dans ce contexte porteur, nous visons une très forte progression du résultat d'exploitation sur l'ensemble de l'année 2021, à un nouveau plus haut historique, et nous sommes confiants dans la capacité du Groupe à réaliser au second semestre 2021 un résultat d'exploitation proche du précédent record du second semestre 2020 à structure et taux de change comparables. »

Performance opérationnelle du Groupe

A données comparables, le chiffre d'affaires progresse de **+11,9% par rapport au premier semestre 2019** (dont +9,0% au premier trimestre et +14,7% au deuxième trimestre). Cette accélération de la croissance interne s'appuie sur l'offre complète du Groupe en **solutions durables et performantes**. Elle témoigne de gains de parts de marché et d'une très bonne dynamique de l'ensemble de nos segments, tout particulièrement la rénovation en Europe, la construction en Amériques et en Asie-Pacifique. Les principaux marchés industriels poursuivent au global leur amélioration séquentielle hors marché automobile en Europe.

Les volumes du Groupe progressent de +7,6% par rapport au premier semestre 2019 et la hausse des **prix** s'est accélérée à +4,3% (+3,9% par rapport au premier semestre 2020, dont +2,6% au premier trimestre et +5,1% au deuxième trimestre) dans un contexte d'inflation accrue des coûts de l'énergie et des matières premières.

A données réelles, le chiffre d'affaires atteint **22 131 millions d'euros**, en hausse de +24,6% par rapport au premier semestre 2020 et de +2,1% par rapport au premier semestre 2019. **L'effet de change** de -2,6% par rapport au premier semestre 2020 reflète principalement la dépréciation du dollar américain, du réal brésilien et d'autres devises en pays émergents.

L'effet périmètre de -0,2% par rapport au premier semestre 2020 résulte de la poursuite de **l'optimisation du profil du Groupe**, avec un total de **5,3 milliards d'euros** de chiffre d'affaires cédé ou signé depuis fin 2018. La finalisation de la cession de la Canalisation en Chine a eu lieu le 28 juillet et celle de la Distribution aux Pays-Bas est prévue le 30 juillet 2021.

En termes d'acquisitions, le Groupe a intégré plusieurs **sociétés sur des marchés ciblés à forte croissance**, comme Brüggemann dans la construction modulaire en bois clés en main en Allemagne et Strikolith dans les systèmes d'isolation par l'extérieur aux Pays-Bas. Sur les 6 premiers mois de l'année 2021, **Continental Building Products** (plaque de plâtre aux Etats-Unis) a réalisé un chiffre d'affaires de 289 millions de dollars pour un EBITDA de 82 millions de dollars (contre 50 millions de dollars au premier semestre 2020), soit une **marge d'EBITDA de 28,4%** (contre 20,8% au premier semestre 2020). Le montant des synergies a dépassé 20 millions de dollars au premier semestre 2021.

Pour rappel, à la suite du classement de l'Argentine en hyperinflation, ce pays, qui représente moins de 1% du chiffre d'affaires du Groupe, est retiré de l'analyse à données comparables.

Le résultat d'exploitation du Groupe atteint un nouveau record au premier semestre 2021 à 2 376 millions d'euros (après 2 028 millions d'euros au second semestre 2020), soit +53% à données comparables par rapport au premier semestre 2019.

La **marge d'exploitation** du Groupe progresse à un **nouveau plus haut historique de 10,7% au premier semestre 2021** (après le record de 10,0% au second semestre 2020), contre 7,6% au premier semestre 2019.

Sur les douze derniers mois, la marge d'exploitation du Groupe atteint ainsi 10,4% (à comparer avec une marge de 7,7% en 2018), dépassant ainsi largement les objectifs de « *Transform & Grow* » et bénéficiant :

- **D'une amélioration structurelle liée au succès de « Transform & Grow »**, avec, d'une part, **+60 pb** (points de base) grâce aux 250 millions d'euros d'économies récurrentes et structurelles dans le cadre de la nouvelle organisation, et d'autre part, **+60 pb** liés au succès de l'optimisation du profil du Groupe ;
- **D'une dynamique structurellement meilleure des volumes, avec un très bon effet de levier** apportant un gain de marge d'environ **+60 pb**, notamment grâce à l'accroissement post-pandémie de la demande sur le marché de la rénovation, dont l'organisation au plus proche des clients par pays ou par marché a permis de pleinement tirer parti ;
- **D'éléments exceptionnels ou temporaires pour un impact d'environ +90 pb** : génération d'un différentiel prix-coûts positif d'environ 235 millions d'euros (110 millions d'euros au second semestre 2020 et 125 millions d'euros au premier semestre 2021) ; frais généraux à un niveau bas grâce aux économies discrétionnaires ; effets de rattrapage post-coronavirus.

Performance opérationnelle par segment (chiffre d'affaires à données comparables)

Solutions de Haute Performance (SHP) : légère croissance des ventes par rapport au premier semestre 2019 et amélioration séquentielle de la marge

Le chiffre d'affaires progresse de +2,0% par rapport au premier semestre 2019, bénéficiant d'une amélioration des principaux marchés industriels, hors marché automobile en Europe. La marge d'exploitation s'établit à 13,5% contre 13,0% au premier semestre 2019 et 14,4% au premier semestre 2018, poursuivant son amélioration séquentielle après 11,1% au second semestre 2020.

- L'activité **Mobilité** connaît une forte croissance sur une base de comparaison affectée l'an passé par la mise à l'arrêt des usines des constructeurs automobiles. Elle reste toutefois en retrait d'environ -3% par rapport au premier semestre 2019, en raison de la baisse du marché européen tandis que les ventes destinées aux Amériques et à la Chine progressent nettement. Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement liées à la pénurie de semi-conducteurs ont en partie pesé sur la tendance du deuxième trimestre. Grâce à son exposition croissante aux véhicules électriques et aux produits à forte valeur ajoutée, l'activité Mobilité a continué à surperformer le marché automobile sur la période.
- Les activités servant l'**Industrie** rebondissent également fortement sur une base de comparaison faible l'an passé et affichent une légère croissance par rapport au premier semestre 2019. Les solutions de finition de surface sont tirées notamment par les marchés du bricolage. Les activités liées aux cycles d'investissements de nos clients poursuivent leur amélioration séquentielle, mais restent en retrait par rapport au premier semestre 2019.
- Les activités servant l'**Industrie de la construction**, peu affectées l'an dernier au premier semestre, poursuivent leur croissance à deux chiffres et continuent à bénéficier de gains de parts de marché et de bonnes tendances dans les solutions textiles pour l'isolation thermique par l'extérieur (ETICS).
- Les **Sciences de la vie**, en progression l'an dernier au premier semestre, poursuivent la bonne dynamique dans le secteur pharmaceutique et médical avec une croissance à deux chiffres, bénéficiant de ses récents investissements de capacités.

Europe du Nord : croissance des ventes tirée par la rénovation et bon niveau de marge

L'Europe du Nord progresse de +9,9% par rapport au premier semestre 2019 dans une Région où seul le Royaume-Uni avait été fortement affecté par la pandémie de coronavirus au premier semestre 2020. Tous les pays tirent la croissance à la hausse, avec notamment une réaffectation de l'épargne des particuliers à des dépenses de rénovation. La marge d'exploitation de la Région s'inscrit à 7,9% contre 6,0% au premier semestre 2019, grâce à la bonne dynamique des volumes, un périmètre d'activités optimisé, des réductions structurelles de coûts et des mesures d'adaptation post-coronavirus.

Les **pays nordiques**, en progression l'an passé au premier semestre, continuent à enregistrer une solide croissance, en particulier grâce au succès de notre stratégie digitale omnicanale sur le marché porteur de la rénovation. L'**Allemagne** renforce sa dynamique sur des marchés de la construction bien orientés, notamment autour de la construction modulaire en bois, la construction légère et durable et ses applications de chimie du bâtiment. Le **Royaume-Uni** accélère sa croissance sur le semestre par rapport à 2019, tiré notamment par une croissance à deux chiffres au deuxième trimestre des ventes aux artisans du bâtiment servis par la Distribution, laquelle profite de l'optimisation de son réseau réalisée en 2019 et 2020. L'**Europe de l'Est** enregistre une croissance très soutenue.

Europe du Sud - Moyen-Orient & Afrique : forte dynamique des ventes sur le marché de la rénovation et marge record

La Région Europe du Sud - Moyen-Orient & Afrique enregistre une forte dynamique des ventes avec +13,1% par rapport au premier semestre 2019, traduisant la surperformance du Groupe sur des marchés de la rénovation très porteurs et la priorité donnée par les ménages aux dépenses de rénovation. La marge d'exploitation de la Région affiche une performance record à 9,1% (en nette hausse séquentielle après 8,0% au second semestre 2020), contre 5,0% au premier semestre 2019, grâce à la très bonne dynamique des volumes sur le marché de la rénovation, les gains de productivité de nos équipes et l'impact des cessions et des réductions structurelles de coûts.

La **France** tire vigoureusement la croissance de la Région, avec des gains de parts de marché et une forte demande pour les travaux de rénovation, bénéficiant aux solutions d'efficacité énergétique produites par le Groupe et vendues à grande échelle grâce à la densité inégalée de notre réseau de Distribution, à nos services digitaux aux artisans et à notre plateforme d'intermédiation aux particuliers. Le plein effet du dispositif français de soutien aux ménages MaPrimeRenov' contribue à la bonne dynamique d'ensemble, avec plus de 380 000 dossiers déposés au premier semestre. Quant à la rénovation des bâtiments publics, les premiers effets du plan de relance devraient être ressentis fin 2021 ou début 2022. L'**Espagne** est en croissance, particulièrement forte dans les solutions de construction légère et de chimie du bâtiment, malgré la fermeture d'une usine de production de verre plat en 2020 dans un souci d'optimisation industrielle. L'**Italie** continue à bénéficier d'un système de soutien à la rénovation énergétique sous la forme d'un crédit d'impôts qui accélère la croissance. Le **Benelux**, peu affecté l'an passé par les mesures de confinement, progresse également. L'acquisition de Strikolith aux Pays-Bas renforce l'offre du Groupe sur le marché en croissance des systèmes d'isolation par l'extérieur. Les **pays du Moyen-Orient et d'Afrique** progressent très sensiblement.

Amériques : croissance très forte des ventes et marge record

Après une croissance déjà forte de +15,7% au second semestre 2020, les Amériques affichent une croissance de +25,2% par rapport au premier semestre 2019 dans des marchés très dynamiques. Le semestre a également bénéficié de hausses de prix à deux chiffres. La marge d'exploitation de la Région s'inscrit à un taux record de 17,0%, contre 9,0% au premier semestre 2019, soutenue principalement par la progression à deux chiffres des volumes et par un différentiel prix-coûts matières premières et énergie nettement positif.

- **L'Amérique du Nord** progresse de +19,9% par rapport au premier semestre 2019, tirée par une demande particulièrement forte sur le logement individuel, ainsi que par l'accélération de la hausse des prix – à la fois dans les solutions d'aménagement intérieur et extérieur – dans un contexte nettement plus inflationniste. Les synergies commerciales portent leurs fruits et accélèrent la croissance du chiffre d'affaires. Notre organisation locale très agile a permis de surmonter les fortes tensions sur les chaînes d'approvisionnement, conduisant tous les métiers à enregistrer une nette progression des ventes. La construction légère continue à afficher une excellente performance, grâce notamment à l'intégration réussie de Continental Building Products.
- **L'Amérique latine** poursuit sur une dynamique très robuste de croissance à la fois en volumes et en prix pour maîtriser l'inflation. Malgré un contexte sanitaire tendu sur une partie du semestre, en particulier au Brésil, la Région affiche une croissance spectaculaire des ventes de +37,1% par rapport au premier semestre 2019, tirée à la fois par les solutions de façade, les applications de chimie du bâtiment et les solutions d'intérieur. Grâce à l'organisation locale et à une approche offrant l'ensemble des solutions du Groupe aux clients, les synergies commerciales et les gains de parts de marché se poursuivent.

Asie-Pacifique : forte progression des ventes et de la marge

La Région Asie-Pacifique enregistre une croissance interne de +16,2% par rapport au premier semestre 2019, tirée par la Chine en dépit d'une situation sanitaire difficile en Inde. La marge d'exploitation de la région s'inscrit à 11,2%, contre 9,5% au premier semestre 2019, tirée par la Chine et l'Inde malgré la situation sanitaire difficile pour ce dernier.

La **Chine** enregistre une croissance très dynamique avec une accélération de la croissance au deuxième trimestre par rapport à 2019 grâce à un marché bien orienté et à des gains de parts de marché dans les solutions de construction. L'**Inde** rebondit fortement par rapport au niveau de l'année dernière, lorsque le pays avait été mis à l'arrêt par la pandémie, et progresse légèrement par rapport au premier semestre 2019 grâce à la hausse des prix de vente. Après un bon premier trimestre 2021 marqué par une croissance interne à deux chiffres par rapport au niveau pré-Covid, le deuxième trimestre a été pénalisé par la dégradation de la situation sanitaire. L'**Asie du Sud-Est** affiche quant à elle des scénarios de reprise très disparates : elle est portée par la croissance de nos opérations au Vietnam qui continuent à gagner des parts de marché, alors que la plupart des autres pays restent en dessous du niveau de 2019.

ESG : solides réalisations au premier semestre 2021 sur la feuille de route 2030

1 000 initiatives ont été recensées depuis le lancement d'un Fonds Carbone interne pour engager tous les collaborateurs du Groupe sur le chemin de la neutralité carbone. D'abord mis en place en Europe du Nord, il vise à accélérer la réduction des émissions non-industrielles de CO₂ à travers les actions quotidiennes des collaborateurs et des investissements ciblés sur les sites. Ce Fonds Carbone s'appuie sur le prix interne du carbone de Saint-Gobain et convertit une partie de la réduction des émissions de CO₂ en sommes d'argent pour financer des projets visant eux-mêmes une diminution de l'empreinte carbone du Groupe, créant ainsi un cercle vertueux.

Le Groupe a récemment relevé ses prix internes du carbone à 50€ par tonne pour les décisions d'investissement et à 150€ par tonne pour les investissements en recherche et développement portant sur des technologies disruptives.

Saint-Gobain s'engage également à soutenir 1 000 projets de rénovation énergétique globale de ses collaborateurs français éligibles au nouveau dispositif renforcé MaPrimeRénov'.

Par ailleurs, **le Groupe a signé des accords d'achat d'énergie (PPA)** qui permettront d'atteindre près de 40% d'électricité verte en 2021, soit un doublement par rapport à 2020. Le dernier en date, signé en mars, porte sur 120 mégawatts de capacités provenant d'une ferme éolienne aux États-Unis. Les certificats d'énergie renouvelable relatifs à ce contrat représentent 40% des émissions de CO₂ liées à l'électricité consommée par le Groupe aux États-Unis.

Le Groupe dédie depuis cette année, et jusqu'en 2030, un **budget d'investissements et de recherche et développement ciblé de 100 millions d'euros** pour réduire ses émissions industrielles de CO₂.

Ainsi, Saint-Gobain va lancer un investissement à Fredrikstad en Norvège pour créer la **première usine de plaques de plâtre « net zéro carbone » au monde**. Ce projet permettra d'éliminer plus de vingt mille tonnes d'émissions de CO₂ par an et de réduire les consommations d'énergie du site. Cet investissement est une manifestation concrète de l'engagement pris par Saint-Gobain de réduire ses émissions de CO₂ des scopes 1 et 2 de 33% d'ici à 2030 par rapport à 2017, avec comme objectif principal la neutralité carbone à horizon 2050.

Enfin, la **construction d'une 6^e usine en Inde de production de verre plat** vient d'être décidée. Elle **permettra de réduire de 25% les émissions de CO₂ par mètre carré de vitrage** notamment grâce à la récupération de chaleur, à l'utilisation de calcin recyclé et de panneaux solaires.

Analyse des comptes consolidés du premier semestre 2021

Les comptes consolidés non audités du premier semestre 2021 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 29 juillet 2021.

En millions d'euros	S1 2019	S1 2020	S1 2021	Variation %	
				2021/2019	2021/2020
Chiffre d'affaires et produits accessoires	21 677	17 764	22 131	2,1%	24,6%
Résultat d'exploitation (RE)	1 638	827	2 376	45,1%	187,3%
Amortissements d'exploitation	947	950	954	0,7%	0,4%
Pertes et profits hors exploitation	-168	-142	-82	51,2%	42,3%
EBITDA	2 417	1 635	3 248	34,4%	98,7%
Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et impacts liés aux variations de périmètre	-217	-734	-150	30,9%	79,6%
Résultat opérationnel	1 253	-49	2 144	71,1%	n.s.
Résultat financier	-250	-234	-213	14,8%	9,0%
Dividendes reçus des participations	28	34	0	n.s.	n.s.
Impôts sur les résultats	-318	-183	-593	-86,5%	-224,0%
Sociétés mises en équivalence	1	-1	2	n.s.	n.s.
Résultat net de l'ensemble consolidé	714	-433	1 340	87,7%	409,5%
Part revenant aux intérêts ne donnant pas le contrôle	25	1	42	68,0%	n.s.
Résultat net de l'ensemble consolidé part du Groupe	689	-434	1 298	88,4%	399,1%
BNPA (Bénéfice Net Par Action)² (en €)	1,27	-0,81	2,45	92,9%	402,5%
Résultat net courant¹	944	272	1 506	59,5%	453,7%
BNPA (Bénéfice Net Par Action)² courant¹ (en €)	1,74	0,51	2,85	63,8%	458,8%
EBITDA	2 417	1 635	3 248	34,4%	98,7%
Amortissements des droits d'usage	-340	-336	-333	2,1%	0,9%
Résultat financier	-250	-234	-213	14,8%	9,0%
Impôts sur les résultats	-318	-183	-593	-86,5%	-224,0%
Investissements industriels ³	-682	-447	-431	-36,8%	-3,6%
<i>dont capacités additionnelles</i>	220	155	121	-45,0%	-21,9%
Variation du Besoin en fonds de roulement ⁴	-357	1 088	662	285,4%	-39,2%
Cash flow libre⁵	690	1 678	2 461	256,7%	46,7%
Taux de conversion de cash flow libre⁶	33%	129%	84%		
Investissements en location	353	409	285	-19,3%	-30,3%
Investissements en titres ⁷	158	1 256	91	-42,4%	-92,8%
Désinvestissements	227	2 434	-79	-134,8%	-103,2%
Endettement net de l'ensemble consolidé	12 799	9 841	7 584	-40,7%	-22,9%

- Résultat net courant : résultat net (part du Groupe) hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives
- Calculé sur le nombre moyen pondéré de titres en circulation (529 188 715 actions en 2021, contre 538 242 661 en 2020)
- Investissements industriels : investissements corporels et incorporels
- Variation du besoin en fonds de roulement : sur 12 mois (Cf. Annexe 4, en bas du tableau de financement)
- Cash flow libre = EBITDA - amortissements des droits d'usage + résultat financier + impôts sur les résultats - investissements industriels hors capacités additionnelles + variation du besoin en fonds de roulement 12 mois glissants
- Taux de conversion de cash flow libre = cash flow libre / EBITDA hors amortissements des droits d'usage
- Investissements en titres : 91 millions d'euros au S1 2021, dont 80 millions d'euros de sociétés contrôlées

L'EBITDA progresse de +34,4% par rapport au premier semestre 2019 à un **niveau record de 3 248 millions d'euros** et la **marge d'EBITDA s'inscrit au plus haut taux historique de 14,7%** contre 11,2% au premier semestre 2019.

Les pertes et profits hors exploitation se réduisent à -82 millions d'euros contre -142 millions d'euros au premier semestre 2020 avec, comme attendu, une baisse sensible des charges de restructuration. Les plus et moins-values de cessions, les dépréciations d'actifs et impacts liés aux variations de périmètre s'inscrivent à -150 millions d'euros (contre -734 millions d'euros au premier semestre 2020) : -97 millions d'euros de dépréciations d'actifs et -53 millions d'euros de résultat sur cession d'actifs et impacts liés aux variations de périmètre. Le résultat opérationnel s'élève à 2 144 millions d'euros contre -49 millions d'euros au premier semestre 2020.

Le résultat financier hors dividende de participations s'améliore à -213 millions d'euros contre -234 millions d'euros au premier semestre 2020.

Le taux d'impôt sur le résultat net courant s'inscrit à 24,8%, stable par rapport au premier semestre 2019. Les impôts sur les résultats s'élèvent à -593 millions d'euros, dont -105 millions d'euros de report variable exceptionnel au Royaume-Uni en raison de l'augmentation du taux d'impôts sur les sociétés de 19% à 25%.

Le résultat net courant ressort à un record historique de 1 506 millions d'euros (hors plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives) contre 272 millions d'euros au premier semestre 2020 et 944 millions d'euros au premier semestre 2019. Le résultat net part du Groupe s'inscrit à 1 298 millions d'euros, contre 689 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les investissements industriels s'établissent à 431 millions d'euros (contre 447 millions d'euros au premier semestre 2020), ce niveau anormalement bas s'expliquant par les contraintes de disponibilité liées à la pandémie de coronavirus. Certains investissements de croissance prévus – Industrie de la construction, solutions de façade et de gypse en pays émergents (Mexique, Inde et Chine) – seront réalisés avec un rattrapage au second semestre 2021, et compléteront les 13 ouvertures de nouvelles usines réalisées avec succès depuis douze mois, principalement pour renforcer nos positions de leader sur les marchés à forte croissance de la construction légère en Asie, Afrique et Amérique latine.

Le **cash flow libre** s'accroît de 47% par rapport au premier semestre 2020 à un **niveau record de 2 461 millions d'euros**, soit 11,1% en pourcentage du chiffre d'affaires (contre 9,4% au premier semestre 2020 et 3,2% au premier semestre 2019), avec un taux de conversion de cash flow libre de 84%, grâce à un quasi doublement de l'EBITDA, à un niveau de Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et des investissements industriels très bas. Le BFR d'exploitation s'établit à 25 jours de chiffre d'affaires à fin juin 2021, contre 32 jours à fin juin 2020 (et 41 jours à fin juin 2019), en raison de stocks fortement sollicités pour assurer le meilleur service à nos clients, et qui devraient être reconstitués au second semestre 2021.

Les investissements en titres s'élèvent à 91 millions d'euros (contre 1 256 millions d'euros au premier semestre 2020, reflétant principalement l'acquisition de Continental Building Products).

Les désinvestissements s'élèvent à -79 millions d'euros (contre 2 434 millions d'euros au premier semestre 2020 reflétant principalement la cession des titres Sika), principalement en raison de la vente de Lapeyre (-193 millions d'euros), en partie compensée par d'autres cessions (distribution Espagne, acompte sur la Canalisation Chine).

L'endettement net s'inscrit en nette baisse à 7,6 milliards d'euros fin juin 2021, contre 9,8 milliards d'euros fin juin 2020, grâce à la génération d'un cash flow libre en croissance significative. Hors IFRS 16, l'endettement net se replie à 4,5 milliards d'euros fin juin 2021, contre 6,7 milliards d'euros fin juin 2020. L'endettement net s'élève à 39% des fonds propres (capitaux propres de l'ensemble consolidé), contre 54% au 30 juin 2020. **Le ratio « dette nette sur EBITDA des 12 derniers mois glissants »** s'établit à 1,3 (0,9 hors IFRS 16) contre 2,4 (2,0 hors IFRS 16) au 30 juin 2020.

Perspectives

Au second semestre 2021, sur une base de comparaison plus élevée et dans un environnement macroéconomique et sanitaire encore marqué par des incertitudes, le Groupe devrait continuer à bénéficier d'une bonne dynamique de ses principaux marchés – tout particulièrement la rénovation en Europe, ainsi que la construction dans les Amériques et en Asie-Pacifique – et d'une performance opérationnelle solide. Dans cet environnement, et hors nouvel impact majeur de la pandémie de coronavirus, Saint-Gobain anticipe les tendances suivantes pour ses segments :

- **Solutions de Haute Performance** : poursuite d'une amélioration séquentielle des marchés industriels, hormis l'automobile en Europe. Les métiers liés à l'investissement de nos clients se redresseront progressivement, sans toutefois atteindre le bon niveau de 2018 ;
- **Europe** : poursuite de la surperformance sur les marchés de la construction tirés par la rénovation et le soutien des plans de relance, avec toutefois un effet de base de comparaison élevée pour la période estivale et en décembre où les artisans du bâtiment devraient prendre plus de congés que l'an passé ;
- **Amériques** : croissance des marchés, notamment de la construction résidentielle, à la fois en Amérique du Nord et en Amérique latine ;
- **Asie-Pacifique** : croissance des marchés avec une poursuite de la bonne dynamique en Chine, une situation encore incertaine en Inde et des perturbations sanitaires marquées en Asie du Sud-Est.

Le Groupe rappelle ses priorités d'actions :

- 1) Accélérer sa croissance comme leader de la construction légère et durable, apportant des solutions de décarbonation dans le monde de la construction et de l'industrie**
 - **Croissance supérieure aux marchés** grâce à une organisation agile et focalisée sur ses clients au sein de chaque pays et de chaque marché final ;
 - **Offre de solutions intégrées, différenciées et innovantes** pour la décarbonation de nos clients ;
 - **Étapes supplémentaires en matière d'ESG** avec le déploiement de notre feuille de route 2030 vers la neutralité carbone à horizon 2050 ;
 - **Poursuite du renforcement du profil du Groupe** (cessions et acquisitions) et intégration de Chryso, acteur mondial de premier plan dans la chimie de la construction.
- 2) Poursuivre ses initiatives axées sur la rentabilité et la performance : maintien d'un très bon niveau de marge et d'une forte génération de cash flow libre**
 - **Attention permanente au différentiel prix-coûts** avec une grande discipline de prix, dans un environnement de coûts des matières premières et de l'énergie très inflationniste ;
 - **Baisse des coûts dans le cadre de mesures d'adaptation post-coronavirus** visant à réduire le point mort de certaines activités qui devraient générer 150 millions d'euros d'économies en 2021 (100 millions d'euros au premier semestre et 50 millions d'euros supplémentaires au second semestre 2021) par rapport à 2020, après 50 millions d'euros au second semestre 2020 ;
 - Renforcement du **programme d'excellence opérationnelle** visant à compenser l'inflation des coûts hors matières premières et énergie ;
 - Conservation de **l'amélioration structurelle du Besoin en Fonds de Roulement d'exploitation** et reconstitution de stocks adéquats pour servir au mieux les clients ;
 - **Investissements industriels** autour de **1,5 milliard d'euros**, avec une allocation rigoureuse sur les marchés à forte croissance, et poursuite de la transformation digitale ;
 - Poursuite de la baisse des **coûts hors exploitation**.

En 2021, le Groupe vise désormais une très forte progression du résultat d'exploitation à un nouveau plus haut historique sur l'ensemble de l'année avec, au second semestre 2021, un résultat d'exploitation proche du précédent record du second semestre 2020 à structure et taux de change comparables.

Le Groupe est idéalement positionné pour accompagner l'engagement d'un nombre croissant de pays sur la neutralité carbone grâce à ses solutions de construction légère et durable, indispensables à l'atteinte de cette ambition. Cet objectif est soutenu par les plans de relance en faveur de la transition énergétique partout dans le monde.

Les perspectives structurelles à moyen et long terme de Saint-Gobain sont donc très solides grâce à des choix stratégiques et organisationnels payants et au développement d'une offre de solutions intégrées par pays et marché final. La stratégie de différenciation et d'innovation positionne au mieux Saint-Gobain pour faire bénéficier ses clients de **solutions durables et performantes**. Cette stratégie est parfaitement alignée avec la raison d'être du Groupe : « **Making the World a better Home** ».

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2021 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du chapitre 6 du document d'enregistrement universel 2020 du 18 mars 2021 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.21-0152 (le « Document d'enregistrement universel 2020 »). Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2021.

Calendrier financier

- Une réunion d'information pour les analystes et investisseurs aura lieu le **30 juillet 2021 à 8h30** (heure française). Elle sera retransmise en direct sur le site internet de Saint-Gobain :

www.saint-gobain.com/

- **Journée Investisseurs : 6 octobre 2021.**

- Chiffre d'affaires des neuf mois 2021 : **28 octobre 2021**, après bourse.

Contacts analystes, investisseurs		Contacts presse	
Vivien Dardel	+33 1 88 54 29 77	Patricia Marie	+33 1 88 54 26 83
Floriana Michalowska	+33 1 88 54 19 09	Bénédicte Debusschere	+33 1 88 54 14 75
Christelle Gannage	+33 1 88 54 15 49	Susanne Trabitze	+33 1 88 54 27 96

Glossaire

- Les indicateurs **croissance interne** et **variation à données comparables du chiffre d'affaires ou du résultat d'exploitation** reflètent la performance organique en excluant l'impact :

- des variations de périmètre, en calculant les indicateurs de l'exercice considéré sur la base du périmètre de consolidation de l'exercice précédent (effet de périmètre)
- des variations de taux de change, en calculant les indicateurs de l'exercice considéré et ceux de l'exercice précédent sur la base des taux de change identiques de l'exercice précédent (effet de change)
- des changements dans les principes comptables applicables

- **EBITDA** : résultat d'exploitation + amortissements d'exploitation - pertes et profits hors exploitation

- **Marge d'exploitation** = Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires

- **Résultat net courant** : résultat net (part du Groupe) hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives

- **Cash flow libre** = EBITDA - amortissements des droits d'usage + résultat financier + impôts sur les résultats - investissements industriels hors capacités additionnelles + variation du besoin en fonds de roulement 12 mois glissants

- **Taux de conversion de cash flow libre** = cash flow libre / EBITDA hors amortissements des droits d'usage

- **ESG** : Environnement, Social, Gouvernance

- **PPA** : « Power Purchase Agreement » (accord d'achat d'énergie)

Tous les indicateurs de ce communiqué (non définis ci-dessus et en notes de bas de page) font l'objet d'une explication dans les notes aux états financiers du rapport financier semestriel, disponible en suivant le lien ci-contre : <https://www.saint-gobain.com/fr/finance/information-reglementee/rapport-financier-semestriel>

EBITDA	Note 4
Endettement net	Note 9
Pertes et profits hors exploitation	Note 4
Résultat d'exploitation	Note 4
Résultat financier	Note 9
Résultat net courant	Note 4
Résultat opérationnel	Note 4
Besoin en fonds de roulement	Note 4

Avertissement important - déclarations prospectives :

Ce communiqué contient des déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats, aux métiers, à la stratégie et aux perspectives de Saint-Gobain. Ces déclarations prospectives peuvent être généralement identifiées par l'utilisation des termes « s'attendre à », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer » ou « planifier », ainsi que par d'autres termes similaires. Bien que Saint-Gobain estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à sa performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques, connus ou inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Saint-Gobain, et notamment les risques décrits dans la section « Facteurs de Risques » du Document d'Enregistrement Universel de Saint-Gobain disponible sur son site Internet (www.saint-gobain.com). En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Ce document contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion. Saint-Gobain ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces déclarations prospectives en raison d'une information nouvelle, d'un événement futur ou de toute autre raison.

Ce communiqué ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre de vente ou d'échange d'actions ou autres titres de Saint-Gobain.

Pour toute information complémentaire, se reporter au site internet www.saint-gobain.com.

**ETATS FINANCIERS
CONSOLIDES
RESUMES**

30 JUIN 2021



SOMMAIRE DETAILLE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES 2021	4
BILAN CONSOLIDE	4
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	6
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	7
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	8
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	9
NOTE 1 Principes comptables	9
1.1. Référentiel appliqué	9
1.2. Estimations et hypothèses	10
NOTE 2 Impacts liés à la pandémie de Covid-19	11
NOTE 3 Périmètre de consolidation	12
3.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation.....	12
3.2. Evolution du périmètre de consolidation.....	12
3.3. Actifs et passifs détenus en vue de la vente.....	13
3.4. Evolution du nombre de sociétés consolidées	14
3.5. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe.....	14
NOTE 4 Eléments courants de l'activité opérationnelle	15
4.1. Eléments du compte de résultat	15
4.2. Informations sectorielles	16
4.3. Indicateurs de performance	18
4.4. Besoin en fonds de roulement	19
4.5. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles.....	21
NOTE 5 Charges et avantages au personnel	22
5.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel	22
5.2. Paiements en actions	24
NOTE 6 Immobilisations incorporelles, corporelles et droits d'usage	27
6.1. Ecart d'acquisition	27
6.2. Autres immobilisations incorporelles	28
6.3. Immobilisations corporelles	28
6.4. Droits d'usage relatifs aux contrats de location	28
6.5. Suivi de la valeur	28
NOTE 7 Autres actifs non courants	29
NOTE 8 Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges	30
8.1. Provisions pour autres passifs.....	30
8.2. Passifs éventuels et litiges.....	31
NOTE 9 Financement et instruments financiers	36
9.1. Résultat financier	36
9.2. Endettement net	36
9.3. Instruments financiers	39
9.4. Actifs et passifs financiers	41

NOTE 10	Capitaux propres et résultat par action	42
10.1.	Capitaux propres	42
10.2.	Résultat par action	42
NOTE 11	Impôts	43
11.1.	Impôts sur le résultat	43
11.2.	Impôts différés	44
NOTE 12	Evènements postérieurs à la clôture	44

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES 2021**BILAN CONSOLIDE**

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2021	31 déc. 2020
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	(6.1)	10 234	10 028
Autres immobilisations incorporelles	(6.2)	2 457	2 505
Immobilisations corporelles	(6.3)	11 048	11 072
Droits d'usage relatifs aux contrats de location	(6.4)	2 844	2 902
Titres mis en équivalence		506	462
Impôts différés actifs	(11.2)	640	665
Autres actifs non courants	(7)	977	845
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		28 706	28 479
Stocks	(4.4)	5 893	5 362
Créances clients	(4.4)	6 049	4 597
Créances d'impôts courants	(4.4) (11.1)	129	147
Autres créances	(4.4)	1 478	1 269
Actifs détenus en vue de la vente	(3.3)	457	329
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(9.2)	6 604	8 443
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		20 610	20 147
TOTAL DE L'ACTIF		49 316	48 626
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres du Groupe	(10.1)	18 961	17 892
Intérêts ne donnant pas le contrôle		349	311
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		19 310	18 203
Dettes financières long terme - part long terme	(9.2)	9 291	10 179
Dettes de loyers long terme - part long terme	(9.2)	2 381	2 442
Provisions pour retraites et avantages au personnel	(5.1)	2 531	2 629
Impôts différés passifs	(11.2)	450	360
Autres provisions et passifs non courants	(8.1)	1 013	965
TOTAL DES DETTES NON COURANTES		15 666	16 575
Dettes financières long terme - part court terme	(9.2)	1 220	1 846
Dettes de loyers long terme - part court terme	(9.2)	665	656
Autres provisions et passifs courants	(8.1)	387	361
Dettes fournisseurs	(4.4)	6 753	5 897
Dettes d'impôts courants	(4.4) (11.1)	235	175
Autres dettes	(4.4)	4 184	3 911
Passifs détenus en vue de la vente	(3.3)	265	501
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	(9.2)	631	501
TOTAL DES DETTES COURANTES		14 340	13 848
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		49 316	48 626

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1^{er} semestre 2021	1^{er} semestre 2020
Chiffre d'affaires et produits accessoires	(4.1)	22 131	17 764
Coût des produits vendus	(4.1)	(16 048)	(13 590)
Frais généraux et de recherche	(4.1)	(3 732)	(3 349)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles		25	2
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 376	827
Autres produits opérationnels	(4.1)	53	58
Autres charges opérationnelles	(4.1)	(285)	(934)
RESULTAT OPERATIONNEL		2 144	(49)
Coût de l'endettement financier brut		(124)	(139)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1	9
Coût de l'endettement financier net hors dettes de loyers		(123)	(130)
Intérêts sur dettes de loyers		(28)	(31)
Autres produits et charges financiers		(62)	(39)
RESULTAT FINANCIER	(9.1)	(213)	(200)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence non opérationnelles		2	(1)
Impôts sur les résultats	(11.1) (11.2)	(593)	(183)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 340	(433)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		1 298	(434)
Part revenant aux intérêts ne donnant pas le contrôle		42	1
	Notes	1^{er} semestre 2021	1^{er} semestre 2020
RESULTAT NET (PART DU GROUPE) PAR ACTION (en euros)	(10.2)	2,45	(0,81)
Nombre moyen pondéré de titres en circulation		529 188 715	538 242 661
RESULTAT NET DILUE (PART DU GROUPE) PAR ACTION (en euros)	(10.2)	2,43	(0,80)
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		533 084 200	541 942 645

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 340	(433)
Eléments recyclables en résultat			
Ecart de conversion		457	(859)
Variation de juste valeur des instruments financiers	(9.4)	15	(16)
Impôts sur les éléments recyclables en résultat		(5)	4
Eléments non recyclables en résultat			
Variation des écarts actuariels	(5.1)	289	43
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	(11.1) (11.2)	(11)	8
Variation des actifs en juste valeur par capitaux propres	(7)	6	(159)
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		751	(979)
RESULTAT GLOBAL		2 091	(1 412)
Part du Groupe		2 044	(1 378)
Part des intérêts ne donnant pas le contrôle		47	(34)

Les écarts de conversion pour le premier semestre 2021 concernent principalement la livre sterling et le dollar américain.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 340	(433)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus		(20)	0
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs (y compris droits d'usage)	(4.1) (6)	1 062	1 650
Résultat de cessions d'actifs	(4.3)	37	(5)
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions		20	(12)
Retraitement hyperinflation		13	6
Variation des stocks	(4.4)	(575)	129
Variation des créances clients, des dettes fournisseurs et des autres créances et dettes	(4.4)	(483)	(596)
Variation des créances et dettes d'impôt	(4.4)	89	(16)
Variation des provisions pour autres passifs et des impôts différés	(8.1) (11.2)	155	42
TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE		1 638	765
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles [au 1 ^{er} semestre 2021 : (431), au 1 ^{er} semestre 2020 : (447)] et variations des dettes sur immobilisations	(6) (4.4)	(560)	(638)
Acquisitions de titres de sociétés contrôlées [au 1 ^{er} semestre 2021 : (80), au 1 ^{er} semestre 2020 : (1 188)], nettes de la trésorerie acquise		(74)	(1 053)
Augmentation des dettes sur investissements	(8.1)	24	9
Diminution des dettes sur investissements	(8.1)	(4)	(9)
Acquisitions d'autres titres de participation	(7)	(11)	(52)
Investissements		(625)	(1 743)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	69	89
Cessions de titres de sociétés contrôlées, nettes de la trésorerie cédée	(c)	(244)	(46)
Cessions d'autres titres de participation	(7)	2	2 388
(Augmentation) diminution des créances sur cessions d'immobilisations	(4.4)	14	6
Désinvestissements		(159)	2 437
Augmentation des prêts et dépôts	(7)	(12)	(49)
Diminution des prêts et dépôts	(7)	88	25
TRESORERIE NETTE DEGAGEE PAR (OU UTILISEE PAR) DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT ET DESINVESTISSEMENT		(708)	670
Augmentation de capital	(a)	199	0
(Augmentation) diminution des actions propres	(a)	(448)	(184)
Dividendes mis en distribution	(a)	(698)	0
Transactions avec les actionnaires de la société mère		(947)	(184)
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle	(a)	2	2
Acquisitions d'intérêts minoritaires sans prise de contrôle		0	(15)
Variation des dettes sur investissements suite aux exercices de put / options de minoritaires	(8.1)	(5)	(5)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(a)	(19)	(33)
Variation des dividendes à payer		1	15
Transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle		(21)	(36)
Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme		74	1 655
Augmentation des dettes financières long terme	(b) (9.2)	8	1 631
Diminution des dettes financières long terme	(b) (9.2)	(1 548)	(1 969)
Diminution des dettes de loyers	(b) (9.2)	(376)	(377)
Variations de la dette		(1 842)	940
TRESORERIE NETTE DEGAGEE PAR (OU UTILISEE PAR) DES OPERATIONS DE FINANCEMENT		(2 810)	720
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		19	(79)
Incidence des variations de juste valeur sur la trésorerie		4	4
Disponibilités et équivalents de trésorerie classés en actifs détenus en vue de la vente		18	0
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE		(1 839)	2 080
DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE		8 443	4 987
DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE EN FIN DE PERIODE		6 604	7 067

(a) Se référer au tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(b) Y compris primes, prépaiements d'intérêts, frais liés aux émissions obligataires et intérêts sur les dettes de loyers.

(c) Dont Lapeyre pour un montant de -262 millions d'euros.

Le montant des impôts décaissés s'élève à 394 millions d'euros au premier semestre 2021 (203 millions d'euros au premier semestre 2020), le montant total des loyers décaissés s'élève à 370 millions d'euros au premier semestre 2021 (376 millions d'euros au premier semestre 2020), dont 28 millions d'euros d'intérêts payés sur les dettes de loyers (31 millions d'euros au premier semestre 2020) et les intérêts financiers décaissés nets des encaissements s'élèvent à 153 millions d'euros au premier semestre 2021 (146 millions d'euros au premier semestre 2020).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Primes et réserve légale	Réserves et résultat consolidé	Écarts de conversion	Réserves de juste valeur	Actions propres	Capitaux propres du Groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
CAPITAUX PROPRES AU 1^{er} JANVIER 2020	2 179	5 551	12 518	(1 467)	743	(108)	19 416	364	19 780
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	55	(825)	(174)	0	(944)	(35)	(979)
Résultat de la période			(434)				(434)	1	(433)
Total des produits et des charges de la période	0	0	(379)	(825)	(174)	0	(1 378)	(34)	(1 412)
Augmentation de capital									
Autres							0	2	2
Dividendes distribués							0	(33)	(33)
Actions rachetées et revendues			(3)			(181)	(184)		(184)
Reclassement de la réserve de juste valeur en réserves suite à la cession des titres Sika			641		(641)		0		0
Paiements en actions			6				6		6
Variations de périmètre et autres			(8)				(8)	1	(7)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2020	2 179	5 551	12 775	(2 292)	(72)	(289)	17 852	300	18 152
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	(8)	(565)	14	0	(559)	(17)	(576)
Résultat de la période			890				890	32	922
Total des produits et des charges de la période	0	0	882	(565)	14	0	331	15	346
Augmentation de capital									
Plan d'Épargne Groupe	24	115					139		139
Autres							0	8	8
Dividendes distribués			0				0	(11)	(11)
Actions rachetées et revendues			(4)			(470)	(474)		(474)
Actions annulées	(72)	(562)				634	0		0
Reclassement de la réserve de juste valeur en réserves suite à la cession des titres Sika			(10)		10		0		0
Paiements en actions			26				26		26
Variations de périmètre et autres			18				18	(1)	17
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2020	2 131	5 104	13 687	(2 857)	(48)	(125)	17 892	311	18 203
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	273	453	20	0	746	5	751
Résultat de la période			1 298				1 298	42	1 340
Total des produits et des charges de la période	0	0	1 571	453	20	0	2 044	47	2 091
Augmentation de capital									
Plan d'Épargne Groupe	22	177					199		199
Autres							0	2	2
Dividendes distribués			(698)				(698)	(19)	(717)
Actions rachetées et revendues			8			(456)	(448)		(448)
Engagement d'achat d'actions propres			(84)				(84)		(84)
Actions annulées	(23)	(273)				296	0		0
Paiements en actions			41				41		41
Variations de périmètre et autres			15				15	8	23
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021	2 130	5 008	14 540	(2 404)	(28)	(285)	18 961	349	19 310

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la Compagnie de Saint-Gobain et de ses filiales (l'ensemble constituant « Le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont exprimés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces états financiers ont été arrêtés le 29 juillet 2021 par le Conseil d'administration.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe Saint-Gobain ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états financiers résumés ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

1.1. Référentiel appliqué

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2021. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la Commission Européenne : <https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/>.

A l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables obligatoirement à compter du 1^{er} janvier 2021 (cf. paragraphe 1.1.1) et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires (cf. paragraphe 1.2), les règles d'évaluation et principes comptables sont identiques à ceux appliqués par le Groupe pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

1.1.1. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021

Les normes et amendements suivants, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021, ont été appliqués, lorsque nécessaire, aux comptes consolidés établis au 30 juin 2021 :

- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 » ;
- Amendements à IFRS 4 « Prolongation de l'exemption temporaire accordée aux assureurs pour l'application de la norme IFRS 9 ».

Ces textes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

- Décision IFRIC « Changement du mode de calcul des engagements relatifs à certains régimes de prestations définies ».

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de cette décision.

1.1.2. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 ou postérieurement

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022 ou postérieurement n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe au 1^{er} janvier 2021. Elles concernent :

- Amendement à IFRS 3 « Mise à jour du cadre conceptuel » ;

- Amendement à IAS 37 « Coûts d'exécution d'un contrat » Clarification des coûts à retenir lors de l'analyse des contrats déficitaires ;

Les améliorations annuelles des IFRS – cycle 2018-2020 applicables par anticipation concernent :

- IFRS 9 « Précisions sur les frais à inclure dans le test des 10% applicable aux modifications de dettes » ;
- IFRS 16 « Exemples illustratifs » Modification de l'exemple concernant les concessions faites aux locataires.

1.1.3. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes publiés mais non encore applicables

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes publiés mais non encore applicables concernent :

- Amendement à IAS 1 concernant le classement des dettes en courant / non courant (application différée d'un an, soit au 1^{er} janvier 2024) et les informations sur les politiques comptables ;
- Amendement à IAS 16 « Revenus de pré-utilisation d'un actif corporel » ;
- Amendement à IFRS 17 « Norme pour les contrats d'assurance », y compris les amendements publiés en juin 2020 ;
- Amendement à IAS 8 « Définition des estimations ».

Les améliorations annuelles des IFRS – cycle 2018-2020 non encore applicables au 1^{er} janvier 2021 concernent :

- Amendement à IFRS 1 « Exemption relative aux écarts de conversion » ;
- Amendement à IAS 41 « Actifs biologiques ».

Ces nouvelles normes sont en cours d'analyse par le Groupe lorsqu'elles lui sont applicables.

1.2. Estimations et hypothèses

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les produits et les charges du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent l'évaluation des engagements de retraites et les paiements en actions (note 5 « Charges et avantages au personnel »), les tests de valeur des actifs et la durée retenue pour les contrats de location (note 6 « Immobilisations incorporelles, corporelles et droits d'usage »), les provisions pour autres passifs (note 8 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges »), la valorisation des instruments financiers (note 9 « Financement et instruments financiers ») et les impôts (note 11 « Impôts »).

Les méthodes d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020. Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées concernent l'impôt sur le résultat (cf. paragraphe 11.1) et les avantages au personnel (cf. paragraphe 5.1).

En raison de la nature essentiellement locale des activités du Groupe, le Brexit n'a pas d'impact direct significatif sur les comptes. En revanche, il introduit une incertitude sur le plan macro-économique qui est susceptible de peser sur l'activité du Royaume-Uni et donc des entités du Groupe qui y opèrent.

Dans le contexte de poursuite de la pandémie de coronavirus, les estimations et hypothèses utilisées au cours du premier semestre 2021 ont pris en compte les incertitudes quant à l'évolution de la situation sanitaire, avec toutefois un impact limité sur les activités du Groupe.

NOTE 2 IMPACTS LIÉS À LA PANDEMIE DE COVID-19

Après avoir été fortement affecté par la pandémie de Covid-19 au cours du premier semestre 2020, le Groupe a connu un quasi-retour à la normale pour la très grande majorité de ses activités au cours du second semestre 2020.

Dans un environnement macroéconomique et sanitaire encore marqué par des incertitudes, le Groupe affiche au premier semestre 2021 une performance opérationnelle solide et une bonne dynamique de ses principaux marchés, tout particulièrement la rénovation en Europe et la construction dans les Amériques et en Asie-Pacifique.

Ces tendances sont susceptibles d'évoluer dans les prochains mois en fonction de la progression de la pandémie de coronavirus, en termes de durée et d'étendue, de l'avancement des campagnes de vaccination et des traitements médicaux, ainsi que leurs conséquences sur les partenaires du Groupe (clients, fournisseurs, etc.).

- Impacts sur les éléments courants de l'activité opérationnelle

De même qu'en 2020, les charges générées par les mesures prises en réponse à la crise de Covid-19 ont été intégralement comptabilisées en résultat d'exploitation. Néanmoins ces charges sont peu significatives sur le premier semestre 2021.

Le résultat d'exploitation intègre, comme l'année précédente, les économies de frais de déplacements professionnels liées à la réduction ou à l'arrêt des voyages d'affaires dans la plupart des pays où le Groupe opère.

- Suivi de la valeur des actifs dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Aucune dépréciation en lien avec la pandémie de Covid-19 n'a été comptabilisée au 30 juin 2021.

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain et de toutes ses filiales contrôlées, des sociétés contrôlées conjointement et des sociétés sous influence notable.

3.2. Evolution du périmètre de consolidation

Les évolutions significatives du périmètre de consolidation du Groupe au cours du premier semestre 2021 sont présentées ci-dessous :

Le Groupe a réalisé onze acquisitions de sociétés contrôlées pour un prix d'acquisition total de 75 millions d'euros. Le Groupe a également procédé à sept cessions de sociétés contrôlées.

3.2.1. Acquisitions du premier semestre 2021

Les acquisitions représentent un chiffre d'affaires en année pleine d'environ 84 millions d'euros et un EBITDA de 12 millions d'euros.

Les principales acquisitions du premier semestre 2021 sont récapitulées ci-après :

- Le 19 février 2021, conformément à l'accord de renforcement du partenariat de Saint-Gobain avec El Volcan en Argentine et au Pérou, Saint-Gobain a racheté la société El Volcan Soluciones Constructivas, spécialisée dans la production et la vente de plaques de plâtre au Pérou.
- Le 15 mars 2021, Saint-Gobain a annoncé l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Brüggemann, l'un des acteurs les plus reconnus en Allemagne pour la fabrication et l'installation de solutions de construction modulaire en bois clés en main destinées à la construction neuve et à la rénovation.

L'identification et l'évaluation des actifs acquis, des passifs assumés et des dettes reprises à leur juste valeur des acquisitions du premier semestre 2021 seront finalisées dans les 12 mois suivant la date d'acquisition.

3.2.2. Principales cessions et déconsolidations du premier semestre 2021

Les cessions représentent un chiffre d'affaires en année pleine d'environ 883 millions d'euros, dont 641 millions d'euros concernant la cession de Lapeyre.

Les principales sorties de périmètre du premier semestre 2021 sont récapitulées ci-après :

- Le 15 février 2021, Saint-Gobain a finalisé la cession de Saniplus, en Espagne, au groupe espagnol Stonewall Ventures SL, avec la vente de Saniplast, son activité de distribution de matériaux pour travaux de génie civil, faisant suite à la cession fin 2020 de Sanigrif, son activité de distribution de plomberie, sanitaire et chauffage.
- Le 28 mai 2021, Saint-Gobain a cédé La Plataforma, son activité de distribution de matériaux pour la construction en Espagne, au groupe Bigmat, et a finalisé la cession de son enseigne Discesur à Group Jorge Fernandez.
- Le 31 mai 2021, Saint-Gobain a annoncé avoir cédé la société Saint-Gobain Glassolutions Objekt-Center, spécialisée dans les opérations de transformation de verre du réseau Glassolutions en Allemagne, au groupe privé allemand Aequita basé à Munich.

- Après être entré en négociations exclusives le 9 novembre 2020, Saint-Gobain a annoncé, le 1er juin 2021, avoir finalisé la cession de la société Lapeyre et de ses filiales en France à Mutares, société cotée à la bourse de Francfort.

3.3. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Au 30 juin 2021, les actifs et passifs destinés à être cédés incluent Saint-Gobain Distribution The Netherlands (SGD NL), PAM Chine et l'activité de distribution Graham au Royaume Uni.

Au 31 décembre 2020, le Groupe s'était engagé dans un processus de cession des activités suivantes dont les actifs et passifs étaient détenus en vue de leur vente :

- Lapeyre : le Groupe Saint-Gobain était entré en négociations avec le fonds Mutares en vue de la cession de Lapeyre (segment Europe du Sud – MO & Afrique), sa filiale spécialisée dans l'aménagement de la maison en France, sur la base d'une offre ferme et irrévocable.
- SGD NL : le Groupe a annoncé le 4 janvier 2021 être entré en négociations exclusives avec BME (Building Materials Europe), en vue de la cession de SGD NL (segment Europe du Sud – MO & Afrique), opérant aux Pays Bas sous les marques Raab Karcher, Tegelgroep Nederland, Galvano et Van Keulen.

Les critères relatifs aux actifs et passifs destinés à être cédés étant remplis, les comptes de bilan de Lapeyre et de SGD NL avaient été regroupés et évalués au 31 décembre 2020 conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, sur les postes « Actifs et passifs détenus en vue de la vente » du bilan consolidé. Par ailleurs, ces entités en cours de cession n'avaient pas été considérées comme des activités abandonnées au compte de résultat au sens d'IFRS 5 car elles ne constituent pas une activité principale pour le Groupe.

La cession de Lapeyre étant effective au 1er juin 2021, les actifs et passifs détenus en vue de la vente n'incluent plus Lapeyre et ses filiales dans les comptes à fin juin 2021.

Les comptes de bilan de SGD NL restent quant à eux présentés sur les postes « Actifs et passifs détenus en vue de la vente » au 30 juin 2021, l'opération devant être finalisée au cours du second semestre 2021.

Ont également été inclus dans les actifs et passifs détenus en vue de la vente au 30 juin 2021 :

- Le bilan de PAM Chine (société SG Pipelines Co. Ltd), suite à la signature le 16 avril 2021 d'un accord prévoyant la cession au cours du second semestre 2021 de 67% de son activité Canalisation en Chine à un consortium mené par le *management* local.
- Graham, activité de distribution spécialisée en plomberie sanitaire chauffage au Royaume-Uni, dont la cession à UK Plumbing Supplies et à Wolseley a été signée le 12 juillet 2021. Elle devrait être finalisée au cours du second semestre 2021.

Le détail des actifs et passifs détenus en vue de la vente à la clôture est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021
Immobilisations incorporelles, corporelles et droits d'usage et autres actifs non courants	159
Stocks, créances clients, autres créances	298
Disponibilités et équivalents de trésorerie	0
ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	457
Provisions pour retraites et avantages au personnel	1
Autres provisions et passifs, courants et non courants	1
Dettes fournisseurs, autres dettes et autres passifs courants	184
Dettes financières, emprunts à moins d'un an et banques créditrices	79
PASSIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	265
ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE - NET	192

3.4. Evolution du nombre de sociétés consolidées

Au 30 juin 2021, le nombre de sociétés consolidées est de 823 (831 au 31 décembre 2020) dont 87 (86 au 31 décembre 2020) consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et partenariats.

3.5. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe

Au 30 juin 2021, les engagements d'achats irrévocables s'élèvent à 1 109 millions d'euros.

Ils comprennent, pour un montant de 1 020 millions d'euros, l'engagement sur les actions de la société Chryso, acteur mondial de premier plan sur le marché de la chimie de la construction, pour laquelle Saint-Gobain a signé un accord d'acquisition le 20 mai 2021.

Les engagements d'achats de titres incluent également la société française Panofrance, distributeur spécialiste de bois et de panneaux pour la construction et l'agencement, pour laquelle Saint-Gobain a annoncé le 11 mai 2021 être entré en négociations exclusives avec le Groupe Chausson.

A également été considéré dans les engagements d'achats irrévocables l'accord signé le 17 mai 2021 par Saint-Gobain en vue de l'acquisition de Duraziv, groupe roumain spécialisé dans la production d'adhésifs et autres solutions à valeur ajoutée de chimie du bâtiment. Cet accord fait suite à celui concernant Scientific and Production Company Adhesive LLC en Russie.

Ces acquisitions sont soumises à l'autorisation des autorités de la concurrence compétentes.

NOTE 4 ELEMENTS COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE**4.1. Eléments du compte de résultat**

4.1.1. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel par nature est détaillé ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2021	1^{er} semestre 2020
CHIFFRE D'AFFAIRES ET PRODUITS ACCESSOIRES	22 131	17 764
Charges de personnel :		
Salaires et charges sociales ⁽¹⁾	(4 251)	(3 761)
Rémunérations en actions ⁽²⁾	(59)	(6)
Retraites et avantages au personnel ⁽²⁾	(113)	(116)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des droits d'usage ⁽³⁾	(954)	(950)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles	25	2
Autres ⁽⁴⁾	(14 403)	(12 106)
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 376	827
Autres produits opérationnels	53	58
Autres charges opérationnelles ⁽³⁾	(285)	(934)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(232)	(876)
RESULTAT OPERATIONNEL	2 144	(49)

⁽¹⁾ L'augmentation des salaires et charges sociales sur le premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020 s'explique par le fort niveau d'activité cette année, alors que ce poste était réduit en 2020 suite à l'utilisation des mesures de chômage partiel en réponse à la pandémie de Covid-19 ;

⁽²⁾ Les rémunérations en actions (charges IFRS 2) et l'évolution de la charge de retraites sont détaillées en note 5 « Charges et avantages au personnel » ;

⁽³⁾ Le total des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, incorporelles, des droits d'usage, et des amortissements des actifs incorporels liés aux PPA s'élève à 978 millions d'euros au premier semestre 2021 contre 972 millions d'euros au premier semestre 2020. Depuis 2020, le poste « Autres charges opérationnelles » inclut les amortissements des actifs incorporels liés aux PPA, s'élevant à 24 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 22 millions d'euros au premier semestre 2020 (voir le paragraphe 4.1.2) ;

⁽⁴⁾ Le poste « Autres » du résultat d'exploitation correspond aux coûts des marchandises vendues, rabais fournisseurs et frais de distribution des entités de Distribution ainsi qu'aux frais de transport, coûts des matières premières et autres coûts de production dans les autres entités. Il comprend également les frais de recherche et développement comptabilisés en charges d'exploitation qui s'élèvent à 219 millions d'euros au premier semestre 2021, montant identique à celui du premier semestre 2020.

Les rabais fournisseurs obtenus par les entités de Distribution sont un élément du résultat d'exploitation (diminution du coût des ventes). L'existence de rabais contractuels fournisseurs constitue une pratique courante dans le secteur de la distribution de produits industriels. Pour la plupart, ces rabais sont déterminés par l'application d'un taux, garanti contractuellement par type de produit, aux volumes achetés. Leur processus de calcul est informatisé à partir des factures des fournisseurs. En conséquence, la détermination des montants à comptabiliser en compte de résultat à ce titre n'intègre que peu de jugement. D'autres rabais reposent sur un mécanisme comportant des objectifs par paliers, pour lesquels le pourcentage de rabais augmente au fur et à mesure de l'atteinte des différents paliers et ce sur une période donnée. Dans ce cas, un jugement basé à la fois sur l'historique, les performances déjà enregistrées et les tendances, permet de déterminer le niveau de rabais à comptabiliser en compte de résultat. Ce jugement est exercé de manière prudente et cohérente d'un exercice à l'autre.

4.1.2. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2021	1^{er} semestre 2020
Charges de restructuration ⁽¹⁾	(31)	(111)
Provisions et charges sur litiges	(2)	(2)
Autres	(49)	(29)
PERTES ET PROFITS HORS EXPLOITATION	(82)	(142)
Dépréciations d'actifs et autres ⁽²⁾	(73)	(690)
Amortissements des actifs incorporels liés aux PPA ⁽³⁾	(24)	(22)
Autres charges opérationnelles ⁽⁴⁾	(106)	(80)
Autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs	(203)	(792)
Plus-values de cession des actifs immobilisés	53	58
PLUS ET MOINS-VALUES DE CESSIONS, DEPRECIATIONS D'ACTIFS, IMPACTS LIES AUX VARIATIONS DE PERIMETRE	(150)	(734)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(232)	(876)

⁽¹⁾ Au premier semestre 2021, les charges de restructuration sont composées notamment de 16 millions d'euros d'indemnités de départ (52 millions d'euros au premier semestre 2020) ;

⁽²⁾ Le poste « Dépréciations d'actifs et autres » inclut : les dépréciations sur les écarts d'acquisition, sur les immobilisations incorporelles et corporelles et sur les droits d'usage, sur les actifs destinés à être cédés et sur les autres actifs. Au premier semestre 2021, ce poste concerne essentiellement les dépréciations des actifs destinés à être cédés pour un montant de 84 millions d'euros, contre 678 millions d'euros au premier semestre 2020 (essentiellement les dépréciations des actifs incorporels de la Distribution au Royaume-Uni) ;

⁽³⁾ Suite à l'acquisition significative de Continental Building Products en 2020, les amortissements des marques et des listes clients sont reconnus séparément en « autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs », avec les autres pertes et profits liés aux regroupements d'entreprises, qui ne participent pas à la mesure de la performance des Segments opérationnels du Groupe. Ces amortissements s'élèvent à 24 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 22 millions d'euros au premier semestre 2020 ;

⁽⁴⁾ En 2021 comme en 2020, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement les moins-values de cession, les mises au rebut d'immobilisations, les frais d'acquisition et les ajustements de prix d'acquisition encourus lors des regroupements d'entreprises.

4.2. Informations sectorielles

En application de la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction Générale. Le Groupe a choisi de présenter les informations par Segments conformément au *reporting* interne.

La structure du Groupe est constituée de cinq ensembles, avec quatre entités régionales et une entité globale Solutions de Haute Performance. L'information sectorielle est présentée par Segments de la façon suivante :

- **Solutions de Haute Performance (SHP)**, qui suit une organisation par marché pour les clients mondiaux : Mobilité, Sciences de la vie, Industrie de la construction et Industrie ;

Les quatre entités régionales sont les suivantes :

- **Région Europe du Nord**, qui regroupe les pays nordiques, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, l'Europe de l'Est et la Russie ;
- **Région Europe du Sud – Moyen Orient (MO) & Afrique**, composée de la France, du Benelux, des pays de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Afrique ;
- **Région Amériques**, qui comprend l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine ;
- **Région Asie Pacifique**, qui inclut l'Asie et l'Inde ;
- **Autres**, comprenant les différentes holdings du Groupe.

Les données sectorielles des premiers semestres 2021 et 2020 par Segments sont les suivantes :

Premier semestre 2021

(en millions d'euros)	Solutions de Haute Performance ⁽²⁾	Europe du Nord	Europe du Sud ⁽²⁾ - MO & Afrique	Amériques ⁽²⁾	Asie-Pacifique	Autres ⁽¹⁾	Total Groupe
Chiffre d'affaires et produits accessoires	3 679	7 418	7 457	3 260	875	(558)	22 131
Résultat d'exploitation	496	585	680	555	98	(38)	2 376
Résultat opérationnel	414	539	604	524	95	(32)	2 144
Résultat des sociétés mises en équivalence		5	2	15	4	1	27
Amortissements d'exploitation	161	305	285	130	44	29	954
Dépreciations d'actifs		63	19		2		84
EBITDA	596	897	954	672	142	(13)	3 248
Investissements incorporels et corporels ⁽³⁾	99	117	96	79	35	5	431

⁽¹⁾ La colonne « Autres » correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et aux holdings pour les autres rubriques ;

⁽²⁾ Les chiffres d'affaires de la France et des Etats-Unis représentent respectivement 5 921 millions d'euros et 3 020 millions d'euros.

⁽³⁾ Les investissements incorporels et corporels n'incluent pas les droits d'usage ;

Premier semestre 2020

(en millions d'euros)	Solutions de Haute Performance ⁽²⁾	Europe du Nord	Europe du Sud ⁽²⁾ - MO & Afrique	Amériques ⁽²⁾	Asie-Pacifique	Autres ⁽¹⁾	Total Groupe
Chiffre d'affaires et produits accessoires	3 102	6 090	5 668	2 670	655	(421)	17 764
Résultat d'exploitation	231	256	99	190	46	5	827
Résultat opérationnel	160	(408)	70	98	42	(11)	(49)
Résultat des sociétés mises en équivalence		3	(10)	7	1		1
Amortissements d'exploitation	166	295	291	132	46	20	950
Dépreciations d'actifs	21	620	21	16			678
EBITDA	352	507	368	298	88	22	1 635
Investissements incorporels et corporels ⁽³⁾	102	116	79	96	40	14	447

⁽¹⁾ La colonne « Autres » correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et aux holdings pour les autres rubriques ;

⁽²⁾ Les chiffres d'affaires de la France et des Etats-Unis représentent respectivement 4 396 millions d'euros et 2 693 millions d'euros.

⁽³⁾ Les investissements incorporels et corporels n'incluent pas les droits d'usage.

Le montant des ventes et résultat d'exploitation réalisés en Europe (Europe du Nord et Europe du Sud – MO & Afrique) se répartit entre les entités de l'Industrie et la Distribution de la manière suivante :

Premier semestre 2021

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires et produits accessoires	Résultat d'exploitation
Industrie Europe	5 518	627
Distribution Europe	9 584	638

Premier semestre 2020

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires et produits accessoires	Résultat d'exploitation
Industrie Europe	4 345	218
Distribution Europe	7 558	137

4.3. Indicateurs de performance

4.3.1. EBITDA

L'EBITDA s'élève à 3 248 millions d'euros au premier semestre 2021 (1 635 millions d'euros au premier semestre 2020). Son calcul est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2021	1^{er} semestre 2020
Résultat d'exploitation	2 376	827
Amortissements d'exploitation des immobilisations corporelles et incorporelles	621	614
Amortissements d'exploitation des droits d'usage	333	336
Pertes et profits hors exploitation	(82)	(142)
EBITDA	3 248	1 635

4.3.2. Résultat net courant

Le résultat net courant s'élève à 1 506 millions d'euros au premier semestre 2021 (272 millions d'euros au premier semestre 2020). Rapporté au nombre moyen pondéré de titres en circulation au 30 juin (529 188 715 actions en 2021, 538 242 661 actions en 2020), il représente un bénéfice net courant par action de 2,85 euros au premier semestre 2021 contre 0,51 euros au premier semestre 2020.

L'écart entre le résultat net et le résultat net courant s'explique de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2021	1^{er} semestre 2020
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	1 298	(434)
Déduction faite des éléments suivants :		
Résultat de cession d'actifs	(37)	5
Dépréciations d'actifs et autres	(89)	(717)
Dotation/reprise provisions non récurrentes	1	(31)
Impact des intérêts ne donnant pas le contrôle	(1)	0
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes et dépréciations d'impôts différés sur déficits reportables	(82)	37
RESULTAT NET COURANT (PART DU GROUPE)	1 506	272

4.4. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement se compose des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
VALEUR NETTE DES STOCKS	5 893	5 362
CREANCES CLIENTS VALEUR NETTE	6 049	4 597
Autres créances d'exploitation	1 416	1 206
Autres créances hors exploitation	62	63
AUTRES CREANCES VALEUR NETTE	1 478	1 269
CREANCES D'IMPOTS COURANTS	129	147
DETTES FOURNISSEURS	6 753	5 897
Autres dettes d'exploitation	3 805	3 454
Autres dettes hors exploitation	379	457
AUTRES DETTES	4 184	3 911
DETTES D'IMPOTS COURANTS	235	175
Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (lié à l'activité)	2 800	1 814
Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (y compris créances et dettes d'impôts courants)	(423)	(422)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	2 377	1 392

4.4.1. Stocks

Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, les stocks se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Valeur brute		
Matières premières	1 547	1 368
En-cours de production	334	308
Produits finis	4 507	4 170
VALEUR BRUTE DES STOCKS	6 388	5 846
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(183)	(175)
En-cours de production	(16)	(15)
Produits finis	(296)	(294)
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS DES STOCKS	(495)	(484)
VALEUR NETTE DES STOCKS	5 893	5 362

La valeur nette des stocks s'élève à 5 893 millions d'euros au 30 juin 2021 comparée à 5 362 millions d'euros au 31 décembre 2020. Les dépréciations de stocks comptabilisées en charges au premier semestre 2021 s'élèvent à 132 millions d'euros (101 millions d'euros au premier semestre 2020). Les reprises de dépréciations de stocks ont été comptabilisées pour un montant de 104 millions d'euros au premier semestre 2021 (76 millions d'euros au premier semestre 2020).

4.4.2. Créances et dettes d'exploitation et hors exploitation

- Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Valeur brute	6 392	4 959
Provisions pour dépréciation	(343)	(362)
CREANCES CLIENTS VALEUR NETTE	6 049	4 597
Rabais obtenus et avances versées aux fournisseurs	671	566
Créances sociales	56	36
Créances fiscales d'exploitation (hors impôts sur les sociétés)	389	350
Créances diverses d'exploitation	305	260
Autres créances hors exploitation et provisions	63	64
Provisions pour dépréciation des autres créances d'exploitation	(5)	(6)
Provisions pour dépréciation des autres créances hors exploitation	(1)	(1)
AUTRES CREANCES VALEUR NETTE	1 478	1 269

L'augmentation des créances au 30 juin 2021 s'explique par la forte activité sur le premier semestre 2021.

Au premier semestre 2021, l'impact des variations de provisions et des pertes sur créances irrécouvrables est en baisse à -28 millions d'euros contre -70 millions d'euros au premier semestre 2020. Au premier semestre 2020, les provisions et pertes sur créances clients avaient été négativement impactées par les conséquences de la pandémie de Covid-19.

Les créances clients au 30 juin 2021 et 31 décembre 2020 sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute		Dépréciation		Valeur nette	
	30 juin 2021	31 déc. 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020
CREANCES CLIENTS NON ECHUES	5 574	4 121	(60)	(60)	5 514	4 061
depuis moins d'un mois	316	330	(24)	(18)	292	312
entre un mois et trois mois	140	125	(27)	(26)	113	99
depuis plus de trois mois	362	383	(232)	(258)	130	125
CREANCES CLIENTS ECHUES	818	838	(283)	(302)	535	536
CREANCES CLIENTS	6 392	4 959	(343)	(362)	6 049	4 597

▪ Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et les autres dettes se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
DETTES FOURNISSEURS	6 753	5 897
Acomptes reçus et rabais accordés aux clients	1 327	1 356
Fournisseurs d'immobilisations	147	274
Subventions reçues	95	99
Dettes sociales	1 288	1 263
Dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés)	574	368
Autres dettes d'exploitation	616	467
Autres dettes hors exploitation	137	84
AUTRES DETTES	4 184	3 911

4.5. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Au 30 juin 2021, les engagements d'achats irrévocables s'élèvent à 1 500 millions d'euros (1 573 millions d'euros au 31 décembre 2020). La variation des engagements d'achats irrévocables provient essentiellement d'une diminution des engagements d'achats d'énergie et de matières premières.

Dans le cadre des cessions de filiales, le Groupe peut être amené à donner des garanties de passif. Il est constitué une provision chaque fois qu'un risque est identifié et qu'une estimation du coût est possible. Aucune provision significative n'a été comptabilisée au 30 juin 2021.

Les autres engagements n'ont pas varié de manière significative.

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL**5.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel**

5.1.1. Description des régimes à prestations définies

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont identiques à ceux mentionnés dans les comptes consolidés du 31 décembre 2020.

5.1.2. Hypothèses de taux

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation de salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe. Les taux d'actualisation sont établis par zone ou pays sur la base de l'observation des taux obligataires au 30 juin 2021.

Pour la zone euro, deux taux d'actualisation en fonction de la durée des régimes sont déterminés à partir d'un modèle de courbe de taux développé par le Cabinet Mercer : un taux pour les régimes de durée inférieure ou égale à 14 ans, et un taux pour les régimes de durée supérieure à 14 ans.

Les taux utilisés au premier semestre 2021 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs sont les suivants :

	France		Zone euro		Royaume-Uni	Etats-Unis
	Plans à durée courte	Plans à durée longue	Plans à durée courte	Plans à durée longue		
<i>(en pourcentage)</i>						
Taux d'actualisation	1,03%	1,52%	1,03%	1,52%	1,75%	2,60%
Taux d'inflation	1,50%		1,40 % à 1,60 %		2,45%	2,20%

Les taux utilisés en 2020 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs étaient les suivants :

	France		Zone euro		Royaume-Uni	Etats-Unis
	Plans à durée courte	Plans à durée longue	Plans à durée courte	Plans à durée longue		
<i>(en pourcentage)</i>						
Taux d'actualisation	0,70%	1,11%	0,70%	1,11%	1,20%	2,30%
Taux d'inflation	1,50%		0,90 % à 1,60 %		2,15%	2,20%

La révision des hypothèses actuarielles notamment les taux d'actualisation et les taux d'inflation a contribué à diminuer l'engagement, et par conséquent la provision, d'un montant de 541 millions d'euros.

Les calculs de sensibilité n'ont pas été réactualisés au 30 juin 2021 mais donneraient des résultats peu divergents des analyses figurant dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2020 (note 5 « Effectifs, charges et avantages au personnel »).

Les rendements dégagés sur la quasi-totalité des fonds sont de 252 millions d'euros inférieurs aux rendements prévisionnels, entraînant une augmentation de la provision du même montant.

5.1.3. Détail et évolution des engagements de retraites, d'indemnités de départ en retraites et de prévoyance des retraités

5.1.3.1. Valeur nette comptable des provisions

Les provisions pour engagements de retraites et autres engagements sociaux sont constituées de :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Engagements de retraites	1 733	1 822
Indemnités de fin de carrière	390	400
Prévoyance des retraités	274	278
TOTAL DES PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET PREVOYANCE DES RETRAITES	2 397	2 500
Couverture médicale	25	24
Incapacité de longue durée	13	11
Autres avantages à long terme	96	94
PROVISIONS POUR RETRAITES ET AVANTAGES AU PERSONNEL	2 531	2 629

Les provisions pour l'ensemble des autres avantages à long terme s'élèvent à 134 millions d'euros au 30 juin 2021 (129 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Le montant des engagements nets de retraites et prévoyance des retraités hors autres avantages à long terme se décompose entre actif et passif de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Engagements provisionnés - passif	2 397	2 500
Engagements financés d'avance - actif	(509)	(334)
ENGAGEMENTS NETS DE RETRAITES ET PREVOYANCE DES RETRAITES	1 888	2 166

5.1.3.2. Evolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités

L'évolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2020	2 166
Variations	
Charges opérationnelles	101
Coût des services passés	0
Coût financier / rendement calculé des fonds	14
Ecart actuariels et plafonnement de l'actif *	(289)
Contributions aux fonds et prestations versées	(91)
Ecart de conversion	(5)
Evolution du périmètre et reclassements	(10)
Passifs détenus en vue de vente	2
TOTAL DES VARIATIONS DE LA PERIODE	(278)
SITUATION AU 30 JUIN 2021	1 888

* L'impact sur les capitaux propres est une augmentation de 289 millions d'euros avant impôts (218 millions d'euros nets d'impôts)

5.2. Paiements en actions

5.2.1. Plan d'Épargne du Groupe (PEG)

Le Plan d'Épargne du Groupe (PEG) est ouvert à tous les salariés français ainsi qu'aux salariés de la plupart des autres pays où le Groupe est présent. Une condition minimale d'ancienneté dans le Groupe de trois mois est requise pour pouvoir bénéficier du PEG. Les salariés investissent dans des actions Saint-Gobain à un cours préférentiel. Ces actions sont détenues, selon les pays, soit directement soit par l'intermédiaire des fonds communs de placement du PEG ; elles ne peuvent être cédées pendant une période incompressible de cinq ou dix années, sauf événements exceptionnels. Le prix de souscription est celui fixé par le Président-Directeur Général de la Compagnie de Saint-Gobain sur délégation du Conseil d'administration. Il correspond à la moyenne des premiers cours cotés de l'action Saint-Gobain sur Euronext Paris aux vingt séances de Bourse qui précèdent la décision avec application d'une décote de 20 %, conformément aux dispositions légales, aux résolutions de l'Assemblée générale et aux délibérations du Conseil d'administration. Les salariés bénéficient également d'un abondement de l'entreprise qui est enregistré en charges dans les comptes du Groupe.

Par ailleurs, la charge IFRS 2 mesurant l'avantage offert aux salariés est calculée en appliquant les recommandations du CNC (communiqué du 21 décembre 2004 relatif aux Plans d'Épargne Entreprise et complément du 7 février 2007). Elle est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité pour le salarié est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans ou dix ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par emprunt. Ce coût d'emprunt est fondé sur le taux que consentirait une banque à un particulier présentant un profil de risque moyen dans le cadre d'un prêt à la consommation avec un remboursement in fine sans affectation pour une durée de cinq ans ou dix ans. La charge des plans est constatée en totalité à la clôture de la période de souscription.

En 2021, le groupe Saint-Gobain a mis en œuvre un nouveau plan d'épargne Groupe. Les modalités du plan 2021 sont identiques au plan 2020 et sont décrites ci-dessous.

Au premier semestre 2021, le Groupe a émis au titre du PEG 5 562 855 actions nouvelles (6 099 996 actions en 2020) de quatre euros de nominal réservées à ses salariés, à un prix moyen de 35,81 euros (23,03 euros en 2020) représentant une augmentation de capital de 199 millions d'euros (139 millions d'euros en 2020) nette des frais y afférant.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2021 est de 13,2 millions d'euros au titre de la charge IFRS 2, contre 3,7 millions d'euros en 2020.

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des plans classiques, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour 2021 et 2020 :

	Exercice 2021	Exercice 2020
Caractéristiques des plans		
Date de l'Assemblée générale	6 juin 2019 (22ème résolution)	6 juin 2019 (22ème résolution)
Date de décision du Président-Directeur Général arrêtant le prix de souscription	15 mars	15 juin
Maturité des plans (en années)	5 ou 10	5 ou 10
Prix de référence (en euros)	44,76	28,79
Prix de souscription (en euros)	35,81	23,03
Décote faciale (en %)	20,00%	20,00%
Décote totale à la date de décision du Président-Directeur Général (en %) (a)	25,97%	24,57%
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	199,2	140,5
Nombre total d'actions souscrites	5 562 855	6 099 996
Hypothèses de valorisation (maturité 5 ans)		
Taux de financement des salariés*	3,50%	4,80%
Taux d'intérêt sans risque	-0,51%	-0,45%
Taux de prêt ou d'emprunt des titres (repo)	0,51%	0,29%
Incessibilité pour le participant au marché (en %) (b)	19,12%	21,77%
Coût global pour le Groupe (en %) (a-b)	6,85%	2,80%

* Une baisse de 0,5 point du taux de financement du salarié entraînerait une augmentation de 3,6 millions d'euros de la charge IFRS 2 du premier semestre 2021.

5.2.2. Plans d'options sur actions

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel. Sur le premier semestre 2021, aucune attribution n'a été réalisée.

La charge IFRS 2 correspondant à l'amortissement des plans attribués antérieurement, s'élève à 0,2 million d'euros au premier semestre 2021 (0,4 million d'euros au premier semestre 2020).

5.2.3. Attribution d'actions de performance et d'unités de performance

5.2.3.1. Plans d'attribution d'actions de performance

Des plans d'attribution d'actions de performance ont été mis en œuvre à partir de 2009. Au cours du premier semestre 2021, aucun nouveau plan n'a été mis en œuvre.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2021 au titre de ces plans s'élève à 27,4 millions d'euros (1,7 millions d'euros au premier semestre 2020).

5.2.3.2. Plans d'attribution d'unités de performance

Des plans d'attribution d'unités de performance, assujettis à des conditions de présence et de performance, ont été mis en œuvre annuellement entre 2012 et 2015 au profit de certains cadres et dirigeants du Groupe en France. Lesdits plans ne donnent pas lieu à remise d'actions mais donnent à leurs bénéficiaires la possibilité de recevoir à long terme (période d'exercice comprise entre quatre années après la date d'attribution et dix années après cette date) une rémunération en numéraire dont le montant sera déterminé par référence au cours de bourse de l'action Saint-Gobain.

Aucun plan de rémunération à long terme sous la forme d'unités de performance n'a été mis en place au premier semestre 2021.

Le dernier plan ayant pris fin en 2019, il n'y a plus de charges au titre de ces plans.

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET DROITS D'USAGE

Les variations des écarts d'acquisition, des autres immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des droits d'usage au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 sont détaillées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Droits d'usage	Total
Au 1^{er} janvier 2020					
Valeur brute	12 495	4 963	32 512	6 904	56 874
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 466)	(2 254)	(20 805)	(3 950)	(29 475)
Valeur nette	10 029	2 709	11 707	2 954	27 399
Variations					
Acquisitions		114	1 122	833	2 069
Cessions		(3)	(124)	(77)	(204)
Dotation aux amortissements ⁽¹⁾		(181)	(1 092)	(675)	(1 948)
Dépréciations	(201)	(465)	(95)	(30)	(791)
Ecarts de conversion et retraitement hyperinflation	(484)	(116)	(692)	(86)	(1 378)
Evolution du périmètre et autres variations	719	462	278	49	1 508
Actifs détenus en vue de la vente	(35)	(15)	(32)	(66)	(148)
Total des variations de la période	(1)	(204)	(635)	(52)	(892)
Au 31 décembre 2020					
Valeur brute	12 229	4 417	30 699	6 619	53 964
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 201)	(1 912)	(19 627)	(3 717)	(27 457)
Valeur nette	10 028	2 505	11 072	2 902	26 507
Variations					
Acquisitions		39	392	285	716
Cessions		(1)	(29)	(30)	(60)
Dotation aux amortissements ⁽¹⁾		(97)	(548)	(333)	(978)
Dépréciations	(14)	(39)	(16)	(15)	(84)
Ecarts de conversion et retraitement hyperinflation	175	39	198	38	450
Evolution du périmètre et autres variations	31	14	(3)	7	49
Actifs détenus en vue de la vente	14	(3)	(18)	(10)	(17)
Total des variations de la période	206	(48)	(24)	(58)	76
Au 30 juin 2021					
Valeur brute	12 383	4 529	30 966	6 721	54 599
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 149)	(2 072)	(19 918)	(3 877)	(28 016)
Valeur nette	10 234	2 457	11 048	2 844	26 583

⁽¹⁾ La ligne « Dotation aux amortissements » du poste « Autres immobilisations incorporelles » inclut les amortissements des actifs incorporels liés aux PPA, pour un montant de 24 millions d'euros au premier semestre 2021 (46 millions d'euros à fin décembre 2020).

6.1. Ecarts d'acquisition

Au premier semestre 2021, les évolutions du périmètre correspondent principalement à l'entrée de périmètre liée aux acquisitions de Brüggemann (cf. paragraphe 3.2.1), et aux ajustements des PPA en cours. Des pertes de valeur ont été constatées pour un total de 14 millions d'euros pour les actifs destinés à être cédés (cf. paragraphe 3.3). Les écarts de conversion incluent principalement les incidences de la variation de change du dollar américain, de la livre sterling, de la couronne norvégienne, du real brésilien, du baht thaïlandais et du rand sud-africain.

En 2020, la ligne « Evolution du périmètre » correspondait principalement à l'entrée de périmètre liée à l'acquisition de Continental Building Products pour 637 millions d'euros et à l'acquisition de MS Techniques et Transluminal, ainsi qu'aux acquisitions de fin 2019 (consolidées en 2020) avec notamment High Tech Metal Seals (HTMS) et Sonex. Des pertes de valeur ont été constatées pour un total de 201 millions d'euros, principalement pour l'activité Distribution au Royaume-Uni, et pour les actifs destinés à être cédés. Les écarts de conversion incluaient principalement les incidences de la variation de change du dollar américain, de la livre sterling, du real brésilien, de la couronne norvégienne, du baht thaïlandais et du rand sud-africain.

6.2. Autres immobilisations incorporelles

En 2021, les évolutions du périmètre correspondent principalement à la relation clientèle suite à l'acquisition de MS Techniques et Transluminal, pour un montant de 12 millions d'euros. Des pertes de valeur ont par ailleurs été constatées sur des actifs isolés pour un total de 39 millions d'euros.

En 2020, les variations de périmètre correspondaient principalement à la relation clientèle suite à l'acquisition de Continental Building Products, pour un montant de 422 millions d'euros. Des pertes de valeur avaient par ailleurs été constatées pour un total de 465 millions d'euros (voir le paragraphe 6.5 sur le suivi de la valeur de l'annexe aux comptes consolidés à fin décembre 2020).

6.3. Immobilisations corporelles

En 2021, les écarts de conversion et les retraitements de l'hyperinflation incluent principalement les incidences de la variation de change du dollar américain, de la livre sterling, du real brésilien, du yuan ren-min-bi chinois, du peso mexicain et de la couronne tchèque.

En 2020, les évolutions du périmètre correspondaient principalement à l'entrée de périmètre liée à Continental Building Products. Les écarts de conversion et les retraitements de l'hyperinflation incluaient principalement les incidences de la variation de change du real brésilien, du dollar américain, du peso mexicain, de la roupie indienne, de la livre sterling, du zloty polonais, du rouble russe et du peso argentin.

6.4. Droits d'usage relatifs aux contrats de location

En 2021, les droits d'usage relatifs aux contrats de location correspondent principalement aux terrains et constructions pour 2 313 millions d'euros (2 367 millions d'euros au 31 décembre 2020) et aux matériels et outillages pour 531 millions d'euros (535 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Pour les droits d'usage, la ligne « Acquisitions » correspond aux nouveaux contrats de location.

6.5. Suivi de la valeur

Le Groupe réalise régulièrement - et systématiquement pour la clôture de décembre - des tests de valeur de ses actifs : immobilisations corporelles, droits d'usage, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur, diminuée des coûts de la vente, et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour l'ensemble des UGT, y compris les UGT identifiées à fin décembre 2020 comme étant sensibles, l'analyse des performances du premier semestre 2021 et des perspectives envisagées pour le second semestre ne font ressortir aucun indicateur de pertes de valeurs (*trigger events*) de nature à déclencher un test d'*impairment*. Ainsi, aucun test d'*impairment* n'a été réalisé.

Des dépréciations relatives à des activités destinées à être cédées ou à des actifs spécifiques ont été constatées au 30 juin 2021.

Au titre des analyses de sensibilité, le Groupe n'a pas identifié de variation significative par rapport aux estimations du 31 décembre 2020.

NOTE 7 AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les variations des autres actifs non courants sont analysées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Titres de participation et autres titres	Prêts, dépôts et cautions	Actifs nets de retraites	Total des autres actifs non courants
Au 1^{er} janvier 2020				
Valeur brute	2 685	574	288	3 547
Provisions pour dépréciation	(27)	(9)		(36)
VALEUR NETTE	2 658	565	288	3 511
Variations				
Augmentations/(diminutions)	(2 376)	(97)	61	(2 412)
Dotations/reprises des provisions pour dépréciation		(1)		(1)
Ecarts de conversion et retraitement hyperinflation	(6)	(22)	(15)	(43)
Transferts et autres variations		2		2
Evolution du périmètre	(49)			(49)
Variation de juste valeur	(157)			(157)
Actifs détenus en vue de la vente		(6)		(6)
TOTAL DES VARIATIONS DE LA PERIODE	(2 588)	(124)	46	(2 666)
Au 31 décembre 2020				
Valeur brute	92	446	334	872
Provisions pour dépréciation	(22)	(5)		(27)
VALEUR NETTE	70	441	334	845
Variations				
Augmentations/(diminutions)	8	(76)	156	88
Ecarts de conversion et retraitement hyperinflation	1	5	19	25
Transferts et autres variations	11	3		14
Evolution du périmètre	(1)			(1)
Variation de juste valeur	6			6
TOTAL DES VARIATIONS DE LA PERIODE	25	(68)	175	132
Au 30 juin 2021				
Valeur brute	113	377	509	999
Provisions pour dépréciation	(18)	(4)		(22)
VALEUR NETTE	95	373	509	977

En 2020, la variation de juste valeur des titres de participation correspondait principalement aux titres Sika, et la diminution des autres actifs non courants s'est expliquée par leur cession (voir le paragraphe 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés à fin décembre 2020).

NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES

8.1. Provisions pour autres passifs

Le détail par nature et l'évolution des autres provisions et passifs courants et non courants sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Provisions pour litiges	Provisions pour environnement	Provisions pour restructuration	Provisions pour charges de personnel	Provisions pour garantie clients	Provisions pour autres risques	Total des provisions pour autres passifs	Dettes sur investissements	Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements
Au 1^{er} janvier 2020									
Part courante	56	32	54	18	106	65	331	12	343
Part non courante	517	126	44	83	95	97	962	164	1 126
TOTAL PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS ET DETTES SUR INVESTISSEMENTS	573	158	98	101	201	162	1 293	176	1 469
Variations									
Dotations	45	20	114	28	84	61	352		352
Reprises	(1)	(6)	(9)	(10)	(13)	(22)	(61)		(61)
Utilisations	(48)	(10)	(72)	(19)	(45)	(44)	(238)		(238)
Evolution du périmètre	(500)		(1)			419	(82)		(82)
Ecart de conversion et reclassements	(3)	(2)		(5)	(4)	(52)	(66)	(37)	(103)
Passifs détenus en vue de la vente			(1)	(2)	(8)		(11)		(11)
TOTAL DES VARIATIONS DE LA PERIODE	(507)	2	31	(8)	14	362	(106)	(37)	(143)
Au 31 décembre 2020									
Part courante	32	32	74	22	108	82	350	11	361
Part non courante	34	128	55	71	107	442	837	128	965
TOTAL PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS ET DETTES SUR INVESTISSEMENTS	66	160	129	93	215	524	1 187	139	1 326
Variations									
Dotations	56	11	14	25	42	26	174		174
Reprises	(1)	(3)	(6)	(4)	(6)	(9)	(29)		(29)
Utilisations	(9)	(5)	(48)	(18)	(24)	(21)	(125)		(125)
Evolution du périmètre					(1)	(1)	(2)		(2)
Ecart de conversion et reclassements	2	1	4	2	1	14	24	31	55
Passifs détenus en vue de la vente			1				1		1
TOTAL DES VARIATIONS DE LA PERIODE	48	4	(35)	5	12	9	43	31	74
Au 30 juin 2021									
Part courante	79	26	53	25	112	82	377	10	387
Part non courante	35	138	41	73	115	451	853	160	1 013
TOTAL PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS ET DETTES SUR INVESTISSEMENTS	114	164	94	98	227	533	1 230	170	1 400

Au 31 décembre 2020, la diminution des provisions pour litiges s'explique essentiellement par la déconsolidation de DBMP LLC, qui portait les litiges historiques liés à l'amiante de l'ancienne CertainTeed Corporation. En contrepartie, la hausse des provisions pour autres risques traduit essentiellement l'accord de financement pris par CertainTeed LLC envers DBMP LLC (voir le paragraphe 8.2.2.2 sur les passifs liés à l'amiante aux Etats-Unis).

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement les procédures PFOA et le litige concurrence dans le secteur de la distribution en Suisse. Ces provisions sont explicitées plus en détail dans le paragraphe 8.2 « Passifs éventuels et litiges ».

8.2. Passifs éventuels et litiges

8.2.1. Droit de la concurrence et procédures liées

8.2.1.1. Enquête de la Commission suisse de la concurrence dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires

En novembre 2011, la Commission suisse de la concurrence a ouvert une enquête pour pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires. En mai 2014, le secrétariat de la Commission a adressé une notification de griefs à Sanitas Troesch ainsi qu'à d'autres grossistes du secteur arguant que Sanitas Troesch et certains de ses concurrents se seraient notamment concertés en 2005 et en 2012 sur une baisse des prix « bruts » (« gross prices »).

L'amende totale prononcée à l'encontre de toutes les sociétés concernées est de 80 millions de francs suisses. Pour Sanitas Troesch, elle s'élève à 28,8 millions de francs suisses. Sanitas Troesch a fait appel de cette décision le 2 mai 2016. Sanitas Troesch réfute toujours fermement les griefs avancés. L'audition a eu lieu devant le Tribunal administratif fédéral le 21 janvier 2020 et la date à laquelle le Tribunal administratif fédéral rendra sa décision n'est pas encore connue. Une provision pour litiges a néanmoins été passée au 31 décembre 2015 pour un montant équivalent au montant de l'amende, montant inchangé au 30 juin 2021.

8.2.1.2. Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments

Le 28 juillet 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société-mère du Groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Une audience s'est tenue le 11 mai 2016 au terme de laquelle, compte tenu des arguments développés par Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain, l'Autorité a renvoyé le dossier à l'instruction. En octobre 2018, une seconde notification des griefs a été adressée à la société Saint-Gobain Isover et à la Compagnie de Saint-Gobain. L'Autorité y retient à l'encontre de ces deux sociétés un grief de concertation entre 2001 et 2013 sur le marché de fabrication des produits d'isolation thermique.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain ont contesté ce grief dans leur réponse à la deuxième notification de grief déposée en janvier 2019.

Un nouveau rapport a été adressé par l'Autorité fin 2019, qui a donné lieu à la remise d'observations en réponse de la part de Saint-Gobain Isover et de la Compagnie de Saint-Gobain le 11 février 2020.

L'audience devant l'Autorité s'est tenue le 6 octobre 2020. Par décision en date du 14 janvier 2021, l'Autorité de la concurrence française a considéré que la concertation alléguée n'était pas établie et a prononcé un non-lieu sur l'ensemble des griefs notifiés.

Actis a formé un recours en réformation contre cette décision devant la Cour d'appel de Paris le 26 février 2021 à la suite duquel les autres parties, dont Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain, ont formé des recours incidents.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le tribunal judiciaire de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence, procédure qui reste suspendue à la date du présent rapport financier semestriel.

8.2.2. Litiges liés à l'amiante

Les procédures en cours liées à l'amiante sont décrites ci-après.

8.2.2.1. Litiges français relatifs à l'amiante

▪ Actions en reconnaissance de la faute inexcusable

En France, où les sociétés Everite et Saint-Gobain PAM ont exercé dans le passé des activités de fibre-ciment, cinq nouvelles actions individuelles émanant d'anciens salariés de ces sociétés, à raison des maladies professionnelles liées à l'amiante dont ils sont ou ont été atteints, ou de leurs ayants droit, sont venues s'ajouter au premier semestre 2021 à celles engagées depuis 1996. 842 actions au total au 30 juin 2021 ont été ainsi engagées depuis l'origine contre ces deux sociétés en vue d'obtenir une indemnisation complémentaire à la prise en charge par les Caisses d'assurance maladie des conséquences de ces maladies professionnelles.

Sur ces 842 procédures, 805 sont, au 30 juin 2021, définitivement terminées tant sur le fond que sur le montant et la prise en charge des indemnisations. Dans ces dossiers, les juridictions ont toutes retenu la responsabilité de l'employeur au titre de la faute inexcusable.

Les indemnisations définitivement versées par Everite et Saint-Gobain PAM l'ont été pour un montant total cumulé d'environ 6,4 millions d'euros au 30 juin 2021.

Concernant les 37 actions restant en cours contre Everite et Saint-Gobain PAM au 30 juin 2021, toutes sont en cours sur le fond, à différents stades de la procédure : cinq sont en cours de procédure administrative devant des Caisses d'assurance maladie, 31 sont pendantes devant des tribunaux judiciaires ou des cours d'appel et une devant la Cour de cassation.

Par ailleurs, 266 actions de même nature ont été au total, au 30 juin 2021, engagées depuis l'origine par des salariés, anciens salariés ou leurs ayants droit, de 13 sociétés françaises du Groupe (hors actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe) qui avaient notamment utilisé des équipements de protection en amiante destinés à les protéger de la chaleur des fours.

Au 30 juin 2021, 229 procédures étaient définitivement terminées, 145 d'entre elles s'étant soldées par des décisions ayant retenu la faute inexcusable de l'employeur.

Les indemnisations définitivement versées par ces sociétés l'ont été pour un montant total cumulé d'environ 9,7 millions d'euros au 30 juin 2021.

S'agissant des 37 actions restant en cours au 30 juin 2021, six en sont encore au stade de l'instruction par la Caisse d'assurance maladie, 31 sont en cours sur le fond dont 27 pendantes devant des tribunaux judiciaires et quatre devant des cours d'appel.

▪ Actions en réparation du préjudice d'anxiété

Par ailleurs, huit sociétés françaises du Groupe qui, pour six d'entre elles, exploitent ou ont exploité en France des établissements « classés amiante » font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts de nature différente des actions visées ci-dessus.

Par établissements « classés amiante », il faut entendre des établissements industriels, fermés ou en activité, qui ont dans le passé, soit fabriqué des matériaux contenant de l'amiante, soit utilisé des équipements de protection et d'isolation en amiante et qui sont inscrits par arrêté ministériel sur la liste des établissements ouvrant droit, pour les salariés y travaillant ou y ayant travaillé au bénéfice de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA).

Il s'agit d'actions, 824 au total au 30 juin 2021, engagées par des salariés ou anciens salariés non atteints de maladie professionnelle due à l'amiante, bénéficiaires ou non de l'ACAATA, en vue d'obtenir l'indemnisation d'un préjudice d'anxiété ayant pour origine leur prétendue exposition à l'amiante. Sur ces 824 procédures, 721 sont définitivement terminées et le montant total cumulé des indemnisations demeure, au 30 juin 2021, à 7,6 millions d'euros (comme au 31 décembre 2020). Les 103 actions restantes sont pendantes devant la Cour d'appel d'Amiens.

Il est précisé que les chiffres ci-dessus n'incluent pas les actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe.

Le montant provisionné pour l'ensemble des litiges français relatif à l'amiante s'établit à environ 5,5 millions d'euros au 30 juin 2021 (comme au 31 décembre 2020).

8.2.2.2. Situation aux Etats-Unis

- Mesures prises pour parvenir à une résolution équitable et définitive des passifs historiques liés à l'amiante de CertainTeed Corporation aux Etats-Unis

DBMP LLC, société affiliée à CertainTeed LLC basée en Caroline du Nord qui détient les passifs historiques liés à l'amiante de l'ancienne entité CertainTeed Corporation, s'est placée volontairement le 23 janvier 2020 sous le régime du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites auprès du tribunal compétent du district Ouest de Caroline du Nord à Charlotte. Cette procédure vise à parvenir à une résolution certaine, définitive et équitable de l'ensemble des réclamations actuelles et futures liées aux produits ayant contenu de l'amiante fabriqués ou vendus par l'ancienne entité CertainTeed Corporation.

DBMP LLC a l'intention d'obtenir du tribunal l'autorisation d'établir un *trust* régi par l'article 524(g) de la loi américaine sur les faillites – disposition spécifique qui s'applique aux sociétés qui sont exposées à un nombre important de réclamations liées à l'amiante – en vue de régler son passif lié à l'amiante de façon juste et équitable : les demandeurs actuels et futurs ayant des réclamations admissibles pourront recevoir un paiement plus rapide, en évitant les délais, le stress et l'incertitude des contentieux devant les tribunaux ; dans le même temps, la création et le financement d'un tel *trust* permettront de résoudre définitivement les passifs liés à l'amiante de DBMP LLC.

Durant le déroulement de cette procédure, qui devrait durer entre trois et huit ans environ, l'ensemble des contentieux relatifs à l'amiante sont suspendus ainsi que les frais y afférents, laissant à DBMP LLC le temps et la protection nécessaires pour négocier un accord qui doit être approuvé au nom de l'ensemble des demandeurs et par le tribunal.

Cette mesure a été prise en raison des aléas croissants liés à la résolution des contentieux devant les tribunaux aux États-Unis. Malgré l'écoulement du temps, le vieillissement de la population et la plus grande difficulté pour les demandeurs de légitimement invoquer avoir été exposés à des produits de l'ancienne entité CertainTeed Corporation ayant contenu de l'amiante, la pratique des demandeurs consistant à assigner systématiquement de nombreux défenseurs, souvent sans fondement, a continué en effet de générer un volume constant de réclamations contre DBMP LLC, sans qu'il soit possible de savoir quand elles cesseront, avec de manière générale, une augmentation du montant des transactions et verdicts.

- Incidence sur les comptes

À la suite de l'ouverture de la procédure du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites le 23 janvier 2020, les actifs et passifs de DBMP LLC et de sa filiale à 100 % Millwork & Panel LLC, et en particulier la provision de DBMP LLC afférente aux litiges amiante, ne sont plus consolidés dans les comptes du Groupe.

Néanmoins, du fait de la conclusion d'un accord entre CertainTeed LLC et DBMP LLC prévoyant le financement par CertainTeed LLC des coûts de la procédure de faillite de DBMP LLC et, à terme, du *trust* régi par l'article 524(g) de la loi américaine sur les faillites – uniquement dans l'hypothèse, dans les deux cas, où

DBMP LLC ne serait pas en mesure de les supporter en totalité –, le Groupe a comptabilisé dans ses comptes consolidés une dette vis-à-vis de DBMP LLC s'élevant à 424 millions de dollars au 30 juin 2021.

Le résultat consolidé du Groupe au premier semestre 2021 n'est pas affecté par la procédure de faillite en cours décrite ci-dessus.

Cette procédure a pour effet de suspendre le paiement de tous les frais juridiques et des indemnités relatifs aux réclamations liées à l'amiante auprès de DBMP LLC, et aucune charge y afférente n'a été comptabilisée au titre du premier semestre 2021 (comme au premier semestre 2020).

8.2.2.3. Situation au Brésil

Au Brésil, les anciens salariés de Brasilit, qui fabriquait par le passé des produits en fibre ciment contenant de l'amiante, qui sont atteints de maladies professionnelles liées à l'amiante se voient proposer, selon les cas, soit une indemnisation exclusivement pécuniaire, soit une assistance médicale à vie assortie d'une indemnisation. Environ 1 200 accords ont ainsi été conclus jusqu'à ce jour.

Deux actions collectives ont été engagées en 2017 à l'encontre de Brasilit par deux associations de défense d'anciens salariés ayant été exposés à l'amiante dans les établissements de São Caetano (État de São Paulo) et de Recife (État de Pernambouc) en vue d'obtenir une révision de l'assistance médicale et des indemnisations pécuniaires. Une décision de première instance a été rendue en juillet 2020 dans le cadre de l'action relative à l'établissement de São Caetano, rejetant les demandes des plaignants. Ces derniers ont fait néanmoins appel de la décision. L'action relative à l'établissement de Recife est toujours à un stade préliminaire à ce jour et aucune décision de première instance n'a encore été rendue.

Une troisième action collective a été engagée en 2019 à l'encontre de Brasilit à Capivari (État de São Paulo) par le ministère public en vue d'obtenir une couverture médicale et des dommages-intérêts pour préjudice moral en faveur des salariés, des anciens salariés, ainsi que leurs familles respectives, et des sous-traitants ayant été exposés à l'amiante. Une décision de première instance a été rendue en septembre 2020 partiellement en faveur des plaignants. En particulier des dommages-intérêts pour préjudice moral ont été alloués aux plaignants, pour un montant réduit à cinq millions de réaux brésiliens (0,8 million d'euros). Brasilit a fait appel de la décision.

Brasilit fait l'objet de contrôles du ministère du Travail et continue de se conformer à l'ensemble de ses obligations légales en matière d'assistance médicale de ses salariés et anciens salariés.

En novembre 2017, la Cour suprême du Brésil a décidé d'interdire définitivement l'usage de l'amiante dans l'ensemble du pays. Brasilit a volontairement cessé de l'utiliser dès 2002.

8.2.3. Litiges environnementaux

▪ Procédures PFOA aux États-Unis

Des teneurs en PFOA (acide perfluoro-octanoïque) supérieures aux recommandations sanitaires de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et aux concentrations maximales de contaminants dans l'eau potable fixées au niveau local ont été détectées dans les réseaux d'eau des localités et les puits privés proches des sites de SG PPL à Hoosick Falls (État de New York), à Merrimack (New Hampshire) et de deux anciens sites à North Bennington (Vermont) aux États-Unis. Le PFOA et le PTFE (polytétrafluoroéthylène) n'ont jamais été produits sur ces sites. SG PPL utilise le PTFE comme matière première qu'elle acquiert auprès de fournisseurs tiers ; le PTFE contenait par le passé du PFOA.

De manière volontaire, SG PPL a fourni de l'eau potable en bouteille aux habitants de ces trois localités, a installé des systèmes de purification aux points de sortie d'eau pour les habitants et entreprises de ces trois localités, a installé des systèmes de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Hoosick Falls et a financé l'installation d'un système de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Merrimack Valley. En outre, SG PPL a financé de manière volontaire la construction, achevée pour partie, de raccordements au réseau d'eau de certains habitants des

localités de Merrimack et de Bennington. Des analyses sont en cours et la responsabilité de SG PPL en matière de dépollution et de mise en place de systèmes de purification d'eau sur ces sites n'a pas encore été établie. SG PPL a conclu des accords (*consent orders*) avec les agences environnementales des États de New York en 2016, du Vermont en 2017 et 2019 relativement à deux sites différents, et du New Hampshire en 2018, aux termes desquels elle a accepté de finaliser des enquêtes, de mettre en œuvre des mesures de remédiation provisoires ou définitives sur ses sites actuels et anciens, sans préjuger d'une quelconque responsabilité de SG PPL et, en ce qui concerne les États du Vermont et du New Hampshire, de financer la construction de réseaux d'eau. Une telle responsabilité, si elle était établie, pourrait être en partie partagée avec d'autres parties prenantes s'agissant notamment du site de Hoosick Falls.

Des actions en réparation de préjudices économiques et de santé en lien avec le PFOA ont été intentées devant les juridictions civiles des États de New York, du New Hampshire et du Vermont, sous forme, pour certaines, d'actions de groupe. Il est difficile de prévoir l'issue de telles actions ni leur délai, tout comme de savoir si d'autres actions seront intentées contre SG PPL.

Le montant de la provision enregistrée dans les comptes au 30 juin 2021 à ce titre s'élève à 78 millions d'euros (contre 31 millions d'euros au 31 décembre 2020). Cette provision couvre intégralement le montant de la transaction de l'action de groupe dans l'Etat de New York déposée auprès du tribunal le 21 juillet 2021 et l'estimation par la société de son exposition dans le cadre de l'action au Vermont, ainsi que divers autres coûts liés aux procédures PFOA.

8.2.4. Autres passifs éventuels

- [Incendie de la tour Grenfell au Royaume-Uni](#)

Celotex fournit des matériaux isolants pour des applications destinées au secteur du bâtiment et de la construction.

Des produits isolants de deux gammes Celotex ont été achetés par l'intermédiaire de distributeurs et utilisés dans le cadre de la rénovation de la tour Grenfell, à Londres, en 2015/2016, dont l'un a été utilisé comme composant d'un système de revêtement de façade conçu et installé (par des tiers) sur la façade extérieure de la tour.

À la suite de l'incendie de la tour Grenfell survenu le 14 juin 2017, une commission d'enquête a été constituée qui doit apprécier, entre autres, les modifications apportées au bâtiment dans le cadre de sa rénovation, le rôle joué par les différents professionnels de la construction et les informations fournies par les fabricants des produits utilisés. Cette commission mène ses travaux en deux phases : le rapport de phase 1 a été publié le 30 octobre 2019 et la phase 2 a débuté en janvier 2020 et devrait se poursuivre jusqu'en 2022. Une enquête pénale portant sur les circonstances de l'incendie est également en cours.

De nombreuses questions et circonstances nécessitent d'être étudiées de manière approfondie et les conséquences pour Celotex ne seront probablement pas connues avant un certain temps. Des procédures civiles liées à la tour Grenfell ont été intentées à l'égard de Celotex Limited et/ou Saint-Gobain Construction Products UK Limited (portant les activités de Celotex respectivement jusqu'au ou après le 31 décembre 2015) et d'un certain nombre d'autres défendeurs – qui sont également entendus par la commission d'enquête. Ces procédures ont été ou devraient être suspendues en raison de l'enquête en cours de la commission. Aucune demande chiffrée n'a pour le moment été formulée.

Il est difficile de déterminer à ce stade dans quelle mesure Celotex pourrait voir sa responsabilité civile ou pénale engagée du fait de la production, la commercialisation, la fourniture ou l'usage de ses produits ; Celotex Limited et Saint-Gobain Construction Products UK ne sont actuellement pas en mesure d'estimer de manière fiable leur responsabilité éventuelle à cet égard.

NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS**9.1. Résultat financier**

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie, les intérêts sur dettes de loyers, le coût net financier des retraites après prise en compte du rendement des fonds et les autres charges et produits financiers.

Le résultat financier des premiers semestres 2021 et 2020 comprend :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Coût de l'endettement financier brut	(124)	(139)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1	9
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET HORS DETTES DE LOYERS	(123)	(130)
Intérêts sur dettes de loyers	(28)	(31)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET TOTAL	(151)	(161)
Coût financier des retraites	(94)	(120)
Rendement des fonds	79	105
COÛT FINANCIER DES RETRAITES NET	(15)	(15)
Autres charges financières	(50)	(63)
Autres produits financiers *	3	39
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(47)	(24)
RESULTAT FINANCIER	(213)	(200)

* Dont 33 millions d'euros reçus en 2020 au titre du dividende SIKA.

9.2. Endettement net**9.2.1. Emprunts et dettes financières**

Les dettes long terme et court terme du Groupe se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 déc. 2020
Emissions obligataires	8 604	9 469
Emprunt perpétuel et titres participatifs	203	203
Titrisation long terme	280	280
Autres passifs financiers à long terme	204	227
DETTES FINANCIERES LONG TERME - PART LONG TERME	9 291	10 179
Emissions obligataires	899	1 500
Titrisation long terme	220	220
Autres passifs financiers à long terme	101	126
DETTES FINANCIERES LONG TERME - PART COURT TERME	1 220	1 846
Programmes court terme (NEU CP, US CP, Euro CP)	0	0
Titrisation court terme	317	144
Concours bancaires et autres passifs financiers à court terme	314	357
DETTES FINANCIERES COURT TERME	631	501
TOTAL DETTE BRUTE HORS DETTES DE LOYERS	11 142	12 526
Dettes de loyers	3 046	3 098
TOTAL DETTE BRUTE	14 188	15 624
Disponibilités sur comptes bancaires	(1 579)	(1 559)
Portefeuille OPCVM et valeurs assimilées	(5 025)	(6 884)
DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(6 604)	(8 443)
TOTAL ENDETTEMENT NET	7 584	7 181

La variation de la dette financière à long terme du Groupe, hors dettes de loyers, se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2020	Avec impact sur la trésorerie		Sans impact sur la trésorerie			30 juin 2021
		Augmentations	Diminutions	Evolution du périmètre	Ecarts de conversion	Autres	
Dettes financières long terme - part long terme	10 179	4	(50)	1	47	(890)	9 291
Dettes financières long terme - part court terme	1 846	4	(1 498)	1	0	867	1 220
TOTAL DETTES FINANCIERES LONG TERME	12 025	8	(1 548)	2	47	(23)	10 511

Les principales variations avec impact sur la trésorerie sont détaillées en paragraphe 9.2.3. La principale variation sans impact de trésorerie « Autres » correspond au reclassement en part court terme des dettes à échéance dans les douze mois.

La juste valeur des dettes brutes à long terme (parts à long et court terme), hors dettes de loyers, gérées par la Compagnie de Saint-Gobain s'élève à 10,7 milliards d'euros au 30 juin 2021 (pour une valeur comptable enregistrée de 9,7 milliards d'euros). La juste valeur des emprunts obligataires correspond à la dernière cotation du marché. Pour les autres emprunts, la valeur de remboursement a été retenue.

9.2.2. Échéancier de la dette brute totale

L'échéancier de la dette brute totale du Groupe au 30 juin 2021 se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	Total
Emissions Obligataires	EUR	899	4 042	3 924	8 865
	GBP		349	289	638
Emprunt perpétuel et titres participatifs	EUR			203	203
Titrisation long terme	EUR	220	280		500
Autres passifs financiers à long terme	Toutes devises	10	56	148	214
Intérêts courus dette long terme	Toutes devises	91			91
TOTAL DETTES FINANCIERES LONG TERME		1 220	4 727	4 564	10 511
DETTES FINANCIERES COURT TERME	Toutes devises	631	0	0	631
TOTAL DETTE BRUTE HORS DETTES DE LOYERS		1 851	4 727	4 564	11 142
Dettes de loyers	Toutes devises	665	1 568	813	3 046
TOTAL DETTE BRUTE		2 516	6 295	5 377	14 188

9.2.3. Emprunts obligataires

La Compagnie de Saint-Gobain a remboursé les emprunts suivants arrivés à maturité :

- le 22 mars 2021 un placement privé d'un montant total de 750 millions d'euros à taux variable Euribor 3 mois +0,35%;
- le 15 juin 2021 un emprunt obligataire d'un montant total de 750 millions d'euros avec un coupon de 3.625%.

9.2.4. Emprunt perpétuel

En 1985, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 25 000 titres perpétuels, de 5 000 écus de nominal, aujourd'hui de 5 000 euros.

Au cours du temps, le Groupe a racheté et annulé 18 496 titres. Le nombre de titres en circulation au 30 juin 2021 est donc de 6 504 pour un montant nominal de 33 millions d'euros.

La rémunération de ces titres est à taux variable (moyenne des taux interbancaires offerts par cinq banques de référence pour des dépôts en euro à six mois).

Ces titres ne sont pas remboursables et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

9.2.5. Titres participatifs

En juin 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 1 288 299 titres participatifs de 1 000 francs de nominal, maintenant fixé à 152,45 euros depuis la conversion en euros intervenue en 1999.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2021 s'élève à 606 883, soit un montant nominal de 92,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est comprise entre 75% et 125% du TMO, en fonction des résultats consolidés du groupe Saint-Gobain.

En avril 1984, la Compagnie de Saint-Gobain a également émis 194 633 titres participatifs de 1 000 écus de nominal, aujourd'hui de 1 000 euros.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2021 s'élève à 77 516, soit un montant nominal de 77,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est composée d'une part d'une partie fixe applicable à 60% du montant nominal du titre et rémunérée à 7,5% l'an, et d'autre part d'une partie variable applicable à 40% du montant nominal du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent et au taux de référence Euribor 6 mois +7/8%.

L'ensemble de ces titres participatifs n'est pas remboursable et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

9.2.6. Programmes de financement

Le Groupe dispose de programmes de financement à moyen et long terme (*Medium Term Notes*) et à court terme (*Commercial Paper*).

La situation de ces programmes s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Tirages autorisés	Limites autorisées au 30 juin 2021	Encours au 30 juin 2021	Encours au 31 déc. 2020
<i>Medium Term Notes</i>	toutes durées	15 000	9 649	11 149
<i>NEU CP</i>	jusqu'à 12 mois	4 000	0	0
<i>US Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	841 *	0	0
<i>Euro Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	841 *	0	0

* Équivalent à 1 000 millions d'USD sur la base du taux de change au 30 juin 2021.

Conformément aux usages du marché, les tirages de *Negotiable European Commercial Paper (NEU CP)*, *d'US Commercial Paper* et *d'Euro Commercial Paper* sont généralement effectués pour une durée allant d'un à six mois. Compte tenu de leur renouvellement fréquent, ils sont classés dans la dette à taux variable.

9.2.7. Lignes de crédit syndiquées

La Compagnie de Saint-Gobain dispose de deux lignes de crédit sous forme de crédits syndiqués, dont l'objet principal est de constituer une source de financement sécurisée pour le groupe Saint-Gobain (y compris le support éventuel de ses programmes de financement à court terme : *NEU CP*, *US Commercial Paper* et *Euro Commercial Paper*) :

- Un crédit syndiqué de 2,5 milliards d'euros à maturité décembre 2024, après exercice des deux options d'extension d'un an ;
- Un autre crédit syndiqué de 1,5 milliard d'euros, également à maturité décembre 2024, après exercice des deux options d'extension d'un an.

Au niveau actuel de note de la dette à long terme du groupe Saint-Gobain, ces deux crédits syndiqués ne comportent pas de ratio financier. Au 30 juin 2021, aucune de ces deux lignes de crédit n'est utilisée.

9.2.8. Titrisation de créances commerciales

Le Groupe dispose de deux programmes de titrisation de créances commerciales, l'un par l'intermédiaire de sa filiale française GIE Point.P Finances, l'autre par l'intermédiaire de sa filiale américaine Saint-Gobain Receivables Corporation.

Le programme français d'un montant maximal de 500 millions d'euros s'élève à 500 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 500 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Sur la base de fluctuations saisonnières historiques des créances à céder et des caractéristiques du contrat, 280 millions d'euros ont été classés en part à long terme et le solde est classé en part à court terme.

Le programme américain d'un montant maximal de 400 millions de dollars s'élève à la contrevaletur de 317 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 144 millions d'euros au 31 décembre 2020.

9.2.9. Dettes garanties par des actifs

Une partie des dettes, pour un montant de 1 million d'euros au 30 juin 2021, est garantie par des actifs immobilisés (hypothèques et nantissements de titres).

9.2.10. Affacturage

Le Groupe a mis en place plusieurs programmes de cession de créances sous forme d'affacturage. L'analyse des risques et avantages tels que définis par IFRS 9 a conduit le Groupe à décomptabiliser, en quasi-totalité, les créances cédées visées par ces programmes. Le montant de créances cédées décomptabilisées au 30 juin 2021 est de 456 millions d'euros contre 368 millions d'euros au 31 décembre 2020.

9.2.11. Réforme des taux IBOR

Le Groupe a procédé à une analyse de l'impact de la réforme des changements de taux IBOR sur ses instruments financiers. L'inventaire des produits utilisés n'a pas montré d'impact significatif. Toutefois quelques contrats sont en cours de révision et le système d'informations va devoir être adapté.

9.3. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés de taux, de change, d'énergie, de matières premières et d'actions dans le but de couvrir les risques liés aux variations de ces sous-jacents, qui peuvent survenir dans le cadre de ses opérations courantes.

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)	Juste valeur				Nominal réparti par échéance			
	Dérivés Actif	Dérivés Passif	30 juin 2021	31 déc. 2020	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	30 juin 2021
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	0	0	0	0	0	0	0	0
Couverture de flux futurs								
Change	5	(2)	3	1	275	0	0	275
Taux	0	(70)	(70)	(92)	0	95	371	466
Energie et matières premières	5	0	5	0	12	2	0	14
Autres risques : actions	12		12	0	4	33	0	37
COUVERTURE DE FLUX FUTURS - TOTAL	22	(72)	(50)	(91)	291	130	371	792
Dérivés non qualifiés conclus principalement par la Compagnie de Saint-Gobain								
Change	13	(3)	10	(4)	2 390	0	0	2 390
Taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Energie et matières premières	0	0	0	0	0	0	0	0
DERIVES NON QUALIFIES - TOTAL	13	(3)	10	(4)	2 390	0	0	2 390
TOTAL	35	(75)	(40)	(95)	2 681	130	371	3 182

9.3.1. Risque de crédit des instruments dérivés

La valorisation du risque de crédit des instruments dérivés est calculée selon la norme IFRS 13 à partir des probabilités de défaut historiques issues des calculs d'une agence de notation de premier plan et d'un taux de recouvrement. Au 30 juin 2021, cette valorisation n'est pas significative.

9.3.2. Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2021, la réserve IFRS de couverture des flux futurs (« *cash flow hedge reserve* » consolidée) représente un solde débiteur de 39 millions d'euros composé principalement :

- Montant débiteur de 28 millions d'euros relatif aux *Cross Currency Swaps* qualifiés en couverture de flux futurs permettant la conversion en euro d'un emprunt obligataire en livre sterling ;
- Montant débiteur de 19 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de taux qualifiées en couverture de flux futurs ;
- Montant créditeur de 5 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures d'énergie qualifiées en couverture de flux futurs ;
- Montant créditeur de 3 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de change qualifiées en couverture de flux futurs ;

Les dérivés qualifiés en couverture de flux futurs ne présentent pas d'inefficacité significative.

9.3.3. Impact en résultat des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

Pour les instruments dérivés qui sont classés dans la catégorie « Actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat », la part de juste valeur rapportée au résultat représente un gain de 10 millions d'euros au 30 juin 2021 contre une perte de 4 millions d'euros au 31 décembre 2020.

9.3.4. Structure de la dette du Groupe, hors dettes de loyers

La moyenne pondérée des taux d'intérêts de la dette brute totale, aux normes IFRS et après gestion (*Swaps* de taux et *Cross Currency Swaps*), s'établit à 2,0 % au 30 juin 2021 contre 2,0 % au 31 décembre 2020.

Le tableau ci-après présente la répartition par type de taux (fixe ou variable) de la dette brute du Groupe au 30 juin 2021 après gestion par des *swaps* de taux et des *Cross Currency Swaps*.

<i>(en millions d'euros)</i>			
Dette brute, hors dettes de loyer			
	Variable	Fixe	Total
EUR	322	9 190	9 512
Autres devises	778	695	1 473
TOTAL	1 100	9 885	10 985
<i>(en pourcentage)</i>	10%	90%	100%
Intérêts courus et autres			157
TOTAL DETTE BRUTE HORS DETTES DE LOYERS			11 142

9.4. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers ont été classés dans les catégories selon la norme IFRS 9 de la manière suivante :

Au 30 juin 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Instruments financiers			Instruments financiers à la juste valeur			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments de l'état des produits et des charges comptabilisés	Coût amorti	Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances				7 499	7 499			0
Prêts, dépôts et cautions	(7)			373	373			0
Titres de participation et autres titres	(7)		95		95		95	95
Instruments dérivés actifs		13	22		35	35		35
Disponibilités et équivalents de trésorerie		5 024		1 579	6 603	5 024		5 024
TOTAL ACTIFS FINANCIERS		5 037	117	9 451	14 605	5 024	35	95
Dettes fournisseurs et autres dettes				(10 934)	(10 934)			0
Dettes financières long terme et court terme				(11 076)	(11 076)			0
Dettes de loyers long terme et court terme				(3 046)	(3 046)			0
Instruments dérivés passifs		(3)	(72)		(75)		(75)	(75)
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		(3)	(72)	(25 056)	(25 132)	0	(75)	(75)
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NET		5 034	45	(15 605)	(10 527)	5 024	(40)	95

Au 31 décembre 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Instruments financiers			Instruments financiers à la juste valeur			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments de l'état des produits et des charges comptabilisés	Coût amorti	Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances				5 768	5 768			0
Prêts, dépôts et cautions	(7)			441	441			0
Titres de participation et autres titres	(7)		70		70		70	70
Instruments dérivés actifs		96	3		99	99		99
Disponibilités et équivalents de trésorerie		6 884		1 559	8 443	6 884		6 884
TOTAL ACTIFS FINANCIERS		6 980	73	7 768	14 821	6 884	99	70
Dettes fournisseurs et autres dettes				(9 723)	(9 723)			0
Dettes financières long terme et court terme				(12 418)	(12 418)			0
Dettes de loyers long terme et court terme				(3 098)	(3 098)			0
Instruments dérivés passifs		(100)	(94)		(194)		(194)	(194)
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		(100)	(94)	(25 240)	(25 433)	0	(194)	(194)
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NET		6 880	(21)	(17 472)	(10 612)	6 884	(95)	70

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION**10.1. Capitaux propres**

10.1.1. Capitaux propres

Au 30 juin 2021, le nombre d'actions composant le capital social de la Compagnie de Saint-Gobain est de 532 557 807 actions au nominal de 4 euros (532 683 713 actions au 31 décembre 2020).

10.1.2. Nombre d'actions

	Nombre d'actions	
	Composant le capital	En circulation
NOMBRE D'ACTIONNAIRES AU 31 DECEMBRE 2019	544 683 451	542 087 728
Plan d'Epargne Groupe	6 099 996	6 099 996
Options de souscription d'actions	266	266
Actions rachetées		(20 733 422)
Actions revendues		2 578 937
Actions annulées	(18 100 000)	
NOMBRE D'ACTIONNAIRES AU 31 DECEMBRE 2020	532 683 713	530 033 505
Plan d'Epargne Groupe	5 562 855	5 562 855
Options de souscription d'actions	11 239	11 239
Actions rachetées		(9 034 947)
Actions revendues		801 982
Actions annulées	(5 700 000)	
NOMBRE D'ACTIONNAIRES AU 30 JUIN 2021	532 557 807	527 374 634

10.1.3. Dividendes

L'Assemblée Générale, réunie le 3 juin 2021, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2020, soit 1,33 euro par action. Ce dividende a été détaché le 7 juin et mis en paiement le 9 juin 2021.

10.2. Résultat par action

10.2.1. Le résultat de base par action

Le calcul du résultat de base par action se détaille comme suit :

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat net (part du Groupe) (en millions d'euros)	1 298	(434)
Nombre moyen pondéré de titres en circulation	529 188 715	538 242 661
RESULTAT NET (PART DU GROUPE) DE BASE PAR ACTION (en euros)	2,45	-0,81

10.2.2. Résultat dilué par action

Le calcul du résultat dilué par action se détaille comme suit :

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat net (part du Groupe) <i>(en millions d'euros)</i>	1 298	(434)
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	533 084 200	541 942 645
RESULTAT NET (PART DU GROUPE) DILUE PAR ACTION <i>(en euros)</i>	2,43	-0,80

Le nombre moyen pondéré et dilué de titres est calculé à partir du nombre moyen pondéré de titres en circulation en tenant compte de tous les effets de la conversion des instruments dilutifs existants, c'est-à-dire des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions (137 000 titres au 30 juin 2021) et des plans d'attribution d'actions de performance (3 758 485 titres au 30 juin 2021).

NOTE 11 IMPOTS

11.1. Impôts sur le résultat

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt comptabilisée est déterminée par référence au taux effectif d'impôt projeté en fin d'année, retraité des éléments ponctuels du semestre.

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 28,41% au premier semestre 2021 et de 32,02% au premier semestre 2020 et s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 340	(433)
moins :		
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	27	1
Impôts sur les résultats	(593)	(183)
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES	1 906	(251)
Taux d'imposition de la France	28,41%	32,02%
Impôt théorique au taux français	(541)	81
Incidence du différentiel de taux à l'étranger	68	(30)
Dépréciations d'actif et plus ou moins-values sur cession d'actif	(9)	(56)
Non reconnaissance d'impôts différés actifs et provisions sur impôts différés actifs	(7)	(73)
Report variable	(105)	(27)
Crédit d'Impôt Recherche (CIR) et Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(4)	(8)
Coûts relatifs aux dividendes	(21)	(50)
Autres impôts et variations de provisions	26	(20)
IMPÔTS SUR LES RESULTATS	(593)	(183)

Le changement du taux d'impôt futur au Royaume Uni de 19% à 25% (applicable au 1^{er} avril 2023) a conduit à comptabiliser, au premier semestre 2021, une charge d'impôts de 105 millions d'euros au titre du report variable.

L'incidence du différentiel de taux d'imposition à l'étranger par rapport au taux en France s'explique par la contribution des pays à taux d'impôt plus faibles. Les principaux pays contributeurs sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne, l'Irlande, la République Tchèque, la Suisse, la Norvège et la Suède.

11.2. Impôts différés

Au bilan, la variation du montant net des impôts différés actifs et passifs s'explique de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Impôts différés actifs/(passifs) nets
VALEUR NETTE au 1^{er} janvier 2020	385
(Charges)/produits d'impôts différés	(7)
Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19	4
Report variable relatif aux écarts actuariels	16
Ecarts de conversion et retraitements hyperinflation	(1)
Actifs et passifs détenus en vue de la vente	(3)
Evolution du périmètre et autres variations	(89)
VALEUR NETTE au 31 décembre 2020	305
(Charges)/produits d'impôts différés	(109)
Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19	(71)
Report variable relatif aux écarts actuariels *	60
Ecarts de conversion et retraitements hyperinflation	(2)
Actifs et passifs détenus en vue de la vente	(2)
Evolution du périmètre et autres variations	9
VALEUR NETTE au 30 juin 2021	190

* Au 30 juin 2021, le report variable relatif aux écarts actuariels concerne le Royaume Uni.

NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 12 juillet 2021, Saint-Gobain a signé des accords en vue de la cession de Graham, son activité de distribution spécialisée en plomberie, sanitaire et chauffage au Royaume Uni (voir le paragraphe 3.3).

La finalisation de la cession de PAM Chine a eu lieu le 28 juillet 2021.

La cession de SGD NL est prévue le 30 juillet 2021.

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit

Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle
(Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021)****COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN**

Tour Saint-Gobain
12, place de l'Iris
92400 Courbevoie cedex

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Compagnie de Saint-Gobain, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 29 juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG
Département de KPMG S.A.

Edouard Sattler

Pierre-Antoine Duffaud

Bertrand Pruvost



**ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2021**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Compagnie de Saint-Gobain et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Courbevoie, le 29 juillet 2021

Benoit Bazin

Directeur Général

Compagnie de Saint-Gobain

Sreedhar N.

Directeur financier

Compagnie de Saint-Gobain